



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

---

# COLLÈGE INTERARMÉES DE DÉFENSE

---

## MODULE **TERRORISME**

### DOSSIER DE TRAVAIL SÉANCES INTERACTIVES

SESSION 2006 - 2007

GROUPEMENT ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL



# **AL-QAEDA ET LE TERRORISME ISLAMIQUE**

## **SOMMAIRE DU DOSSIER**

- 1 - Biographie du plus grand terroriste de tous les temps**
- 2 - Structuration et stratégie d'Al-Qaeda**
- 3 - Le Jihad décrypté**
- 4 - L'infiltration d'Al-Qaeda en Afrique**
- 5 - Les mouvements islamistes du Sud-Est asiatique**
- 6 - Les nouveaux risques d'attentats.**

Les textes réunis dans ce document sont extraits de divers travaux réalisés par le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) :

- Alain Rodier, *Al-Qaeda : les connexions mondiales du terrorisme*, Ellipses, Paris, 2006.
- *Al-Qaeda, les nouveaux réseaux de la terreur*, ouvrage collectif sous la direction d'Eric Denécé, Ellipses, Paris, 2004.
- *Guerre secrète contre Al-Qaeda*, ouvrage collectif sous la direction d'Eric Denécé, Ellipses, Paris, 2002.

### **Presentation des auteurs**

#### ***Eric Denécé***

Ancien analyste du renseignement. Docteur en science politique. Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et Professeur associé à l'université de Montesquieu Bordeaux IV.

#### ***Michel Nesterenko***

Docteur en droit international et diplômé de l'université de Berkeley. Directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) chargé des questions de sécurité liées aux nouvelles technologies et de la politique américaine.

#### ***Philippe Raggi***

Spécialiste de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est. Chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

#### ***Alain Rodier***

Ancien officier supérieur des services de renseignement français. Directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) chargé du terrorisme islamique et de la criminalité organisée transnationale.

## BIOGRAPHIE DU PLUS GRAND TERRORISTE DE TOUS LES TEMPS

Alain Rodier

Bien que la vie d'Oussama Ben Laden ait fait l'objet de nombreux écrits, il est utile de revoir sa biographie afin de comprendre quel est le cheminement qui l'a amené à créer *Al-Qaida* et l'importance particulière que revêt son séjour au Soudan de 1992 à 1996 dans les événements actuels, en particulier l'influence qu'il a sur de nombreux mouvements radicaux disséminés sur la planète.

Oussama Ben Laden, est né en juillet 1957 à Riyad (l'enregistrement des naissances en Arabie Saoudite n'étant pas obligatoire à l'époque, la date précise n'est pas connue) dans un milieu traditionaliste d'origine yéménite. Sa mère, Hamida, est originaire de Syrie. Son père, Muhammad bin Awdah Ben Laden est un Yéménite originaire de la province d'Hadramaout. Ingénieur et architecte de formation, il émigre en Arabie Saoudite en 1932. Il y fonde la *Bin Laden Corporation*, une entreprise de travaux publics qui devient vite très prospère. Il décède dans un accident aérien en 1968. Les Ben Laden, dont la fortune est estimée entre trois et cinq milliards de dollars, sont au mieux avec la famille royale saoudienne. Ils ont ainsi obtenu le monopole de la construction de mosquées et de la réfection des lieux saints en Arabie Saoudite. Le siège du groupe (actuellement dénommé le *Saudi Binladin Group*) se trouve à Djedda.

A la différence de ses frères qui ont effectué leurs études au très réputé collège Victoria d'Alexandrie, en Egypte, Oussama suit des cours d'économie et de marketing à l'université du roi Abdelaziz à Djedda. Il a comme professeur en religion le Palestinien Abdulhah Azzam qui, scandalisé par la corruption de l'OLP, a quitté le mouvement. Azzam, qui est considéré comme le maître spirituel initiatique d'Oussama, affirme déjà que l'islam ne retrouvera sa pureté qu'en engageant la guerre sainte contre les infidèles. Il est également influencé par Mohammed Qutb, un célèbre philosophe islamique radical, frère cadet de Sayyid Qutb, l'idéologue principal des *Frères musulmans*. Dès l'âge de seize ans, Oussama fréquente les milieux intégristes qui critiquent la monarchie. Il se passionne à l'époque pour le combat des islamistes au Yémen, pays qui est aujourd'hui, un des nœuds gordiens de l'islamisme international. En 1976, il suit de près la campagne lancée par les *Frères musulmans* contre le régime syrien d'Hafez El-Assad considéré comme trop laïc. D'ailleurs, sa première opération consiste même à financer en 1979 le combat de l'opposition islamique en Syrie (action qui se terminera tragiquement en 1982 avec le massacre de Hama). Ce fait explique que le pouvoir syrien n'entretient pas aujourd'hui de liens aussi étroits avec *Al-Qaida* que le prétendent les Américains. Par contre, il est vrai que la Syrie continue à jouer un rôle important dans le conflit israélo-palestinien qui, comme nous le verrons plus loin, n'est pas lié directement à la nébuleuse d'Oussama Ben Laden.

Profondément pieux et idéaliste, il ressent l'invasion du 27 décembre 1979 de l'Afghanistan par l'Armée Rouge comme une agression contre l'islam. Il n'a alors que vingt-deux ans.

Il convient pour cette période de raison garder. De l'aveu même des autorités russes présentes sur place à l'époque, elles n'ont jamais entendu parler d'Oussama Ben Laden lors du conflit. Son rôle réel, essentiellement logistique, est aujourd'hui montré en exergue. Il était en réalité limité, du moins en ampleur.

On le retrouve au début 1980 du côté des moudjahédines. Peu à peu, la résistance se structure et obtient quelques succès contre les forces militaires russes jugées alors comme très puissantes, voire invincibles. Les Etats-Unis découvrent l'intérêt qu'il y a à tirer du conflit : une connaissance approfondie des savoir-faire de l'armée soviétique et surtout, l'affaiblissement de l'empire communiste. Ils commencent alors à apporter une aide discrète aux moudjahédines en se servant des services spéciaux pakistanais et saoudiens comme

écrans. L'ensemble de ces actions est baptisé par la CIA opération *Cyclone*. Contrairement à ce qui est déclaré par divers médias, Oussama n'a jamais été traité par les services spéciaux américains ; il n'était alors qu'un « honorable correspondant » des services pakistanais et saoudiens.

C'est dans ce contexte qu'il se voit confier par le prince Turki al Faysal, chef des services secrets saoudiens, la tâche d'organiser le recrutement, l'acheminement, le financement (en particulier en faisant appel à de généreux mécènes), l'hébergement et l'entraînement de volontaires musulmans désireux d'en découdre avec les impies. Ces volontaires seront appelés les *Afghans-arabes*.

Certaines estimations font état de 17 000 à 35 000 jihadistes internationaux. La guerre sainte constitue alors, pour certains pays arabes, l'occasion d'éloigner leurs activistes ou ceux susceptibles de le devenir sous l'influence de des services spéciaux iraniens, très actifs à cette époque. Téhéran espérait à l'époque répandre sa révolution islamique (chiite) de par le monde.

Après entraînement dans des camps au Pakistan, les volontaires sont mis à la disposition de différents mouvements de résistance. Il est à noter qu'un des plus importants chefs militaires de ces *Afghans-arabes* est Abou Obeida al Panshiri qui sera considéré plus tard par les services américains comme le premier chef opérationnel d'*Al-Qaida* et, à ce titre, comme l'instigateur des attentats contre leurs ambassades en Tanzanie et au Kenya en 1998.

En 1984 à Peshawar, Ben Laden rejoint le chef des *Frères musulmans de Palestine*, Abdallâh Azzam qu'il avait eu comme professeur à Djedda. Ce dernier est le fondateur du *Makhtab al-Khidamat el Moudjahidine* (MAK), *Bureau des services aux moudjahédines*, une ONG qui organise également l'afflux des volontaires islamiques. Des bureaux de recrutement sont ouverts aux Etats-Unis, à Londres, en Egypte, en Arabie Saoudite et au Pakistan. Azzam qui, en fin stratège, a étudié l'internationale socialiste créée par le Komintern, est le véritable inspirateur technique de la future *Al-Qaida*. En 1988, Ben Laden qui veut monter sa propre organisation et qui commence à être sensible à l'influence du docteur Ayman Al-Zawahiri, rompt avec Azzam. Ce dernier est tué avec deux de ses quatre fils dans un attentat à la bombe le 24 novembre 1989. En février 1989, les derniers Soviétiques quittent l'Afghanistan et les Américains ainsi que les Saoudiens arrêtent leur aide aux mouvements de résistance afghans. A leur propre initiative, les services spéciaux pakistanais maintiennent des liens directs avec Ben Laden. Bien que ce dernier désire continuer la lutte contre le pouvoir communiste de Najibullah laissé en place à Kaboul (ce régime ne tombera qu'en 1992), il partage alors son temps entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Arabie Saoudite.

Pour juger de l'importance stratégique des combattants étrangers lors du conflit afghan contre les Soviétiques, et de par-là même la réelle importance opérationnelle de Ben Laden à l'époque, il est utile de rappeler que seulement 44 *Afghans-arabes* ont été recensés morts lors de cette guerre. Le combat des étrangers était donc bien plus symbolique que réel et sert surtout à alimenter la légende utile au jihad moderne.

C'est en juin 1991 qu'Oussama Ben Laden (il a 34 ans) fonde l'organisation *Al-Qaeda* (en arabe, la base). En fait, il utilise ses connaissances en informatique acquises lors de ses études, pour répertorier les volontaires transitant par ses camps d'entraînement. Suivant les principes enseignés par Azzam, il associe d'autres mouvements radicaux à sa nouvelle structure : le *Al-Gamaa al-Islamiya* égyptien ; le *Jihad* yéménite ; le *Al-Hadith* pakistanais ; la *Ligue des partisans libanais* ; le *Jamaa al Islamiya al Muqatila*, Groupe Islamique des Combattants Libyens (GICL) ; le *Bait Al-Imam* jordanien ; et le *Front Islamique du Salut algérien* (FIS).

Au commencement de la crise irako-saoudienne (1990), il propose ses volontaires *Afghans-arabes* au régime de Riyad pour lutter contre les forces de Saddam Hussein qu'il considère comme un renégat. Son offre est rejetée car considérée comme peu crédible. Furieux, il se retourne alors contre ses anciens commanditaires en se déclarant outré par l'application sélective de la charia par la monarchie wahhabite qu'il considère désormais ouvertement comme corrompue et se montre scandalisé par l'arrivée de soldats occidentaux en Arabie Saoudite. Il considère qu'il s'agit là d'une violation de terres d'islam par des impies.

Son objectif consiste alors (il n'a pas changé depuis) à tenter de faire tomber la monarchie des Saoud et à chasser les Américains de la péninsule arabique. Il reproche aux

Américains d'être des infidèles, mais surtout de soutenir les régimes de Riyad et du Caire. Bien que son passeport lui soit retiré, il parvient à quitter l'Arabie Saoudite et gagne le Pakistan à l'automne 1991 d'où il rejoint l'Afghanistan. Lors de la guerre civile afghane qui fait alors rage, plusieurs tentatives d'attentats dirigées contre sa personne le convainquent de se mettre à l'abri. Les commanditaires de ces actions ne sont pas connus avec précision mais il semble que se sont des chefs de clans afghans qui trouvent que Ben Laden leur fait de l'ombre.

### **Le séjour soudanais, véritable naissance d'*Al-Qaida***

Au début 1992, il rejoint le Soudan (pays qui a soutenu l'Irak durant la guerre du Golfe) où le régime militaire dirigé par le général Omar Al-Bachir s'appuie sur l'intellectuel islamique Assan Al-Tourabi. Ce dernier, qui dirige alors le parti unique, le *Front Islamique National*, est à l'époque une autorité religieuse de référence qui souhaite exporter le modèle islamique comme le fait Téhéran, à ceci près qu'il est sunnite. Al-Tourabi réserve donc le meilleur accueil à Oussama Ben Laden et aux proches qui l'accompagnent. En effet, dès 1990, Tourabi l'avait invité à séjourner au Soudan. L'installation a été précédée en 1991 par une équipe de précurseurs qui a préparé son arrivée. A l'époque, il est aidé par un Soudanais ancien Afghan-arabe rencontré en 1989 qui remplit en quelque-sort de régisseur s'occupant du quotidien : Mohamed Suleiman Al Nahfi qui sera arrêté au Kenya et extradé vers les Etats-Unis en 2001. Ben Laden vit alors en famille entre la ville d'Ondurman et le sud de Khartoum.

Fait extrêmement important pour la suite, c'est à cette époque qu'il a l'occasion de rencontrer de nombreux responsables islamiques mondiaux qui viennent participer à des rencontres internationales organisées par Al-Tourabi dans le cadre de la *Conférence Populaire Arabo-Islamique* (CPAI) qui réunit depuis la date de sa création en 1991, plus de cinquante mouvements qui vont du *Front Islamique du Salut* algérien, les taliban dont on commence à entendre parler, des nationalistes indonésiens et philippins, etc. La période est alors très favorable aux islamistes.

En effet, la Somalie est entraînée dans la guerre civile qui l'amènera au chaos que l'on connaît ; le FIS remporte les élections de 1991 avant que le processus démocratique ne soit interrompu par les militaires en 1992 plongeant le pays dans la guerre civile qui voit l'émergence des *Groupes Islamiques Armés* (GIA) ; la même année, les musulmans de Bosnie-Herzégovine déclenchent la guerre d'indépendance et devient de ce fait une nouvelle terre de jihad qui nécessite l'envoi de combattants islamiques internationalistes ; l'effondrement de l'URSS permet de voir apparaître des mouvements radicaux qui laissent augurer des développements intéressants dans certaines républiques à majorité musulmane ; la Tchétchénie voit peu à peu le courant nationaliste remplacé par les radicaux islamistes épaulés par des jihadistes majoritairement d'origine saoudienne, etc.

C'est donc dans ces moments de grands bouleversements idéologiques dus en grande partie à l'effondrement de l'URSS qu'Oussama Ben Laden tisse des liens d'amitié avec de nombreuses personnalités islamiques qui, plus que les *Afghans-arabes*, formeront l'ossature de la nébuleuse *Al-Qaida* dans les années suivantes. Fait particulièrement intéressant, il tente même alors de se rapprocher des chiites et plus particulièrement du *Hezbollah libanais*.

Son rôle au Soudan est alors important car c'est lui qui finance à grands frais de nombreux travaux de génie civil et les différents congrès organisés par la CPAI dirigée par son frère Al-Tourabi.

Ces manifestations, largement couvertes par la presse internationale, transforment Khartoum en capitale du fondamentalisme planétaire. Si la CPAI ne débouche en fin de compte sur rien de réellement concret, Oussama Ben Laden sait l'utiliser fort à propos pour nouer les contacts utiles qui l'aideront considérablement par la suite. Ainsi, il est en meilleurs termes avec les deux principaux mouvements radicaux égyptiens : le *Al-Gamaa al-Islamiya* et le *Jihad Islamique*, ce dernier étant alors encore dirigé par Ayman Al-Zawahiri. C'est certainement ce qui explique le nombre important de responsables de nationalité égyptienne que l'on peut retrouver dans les instances dirigeantes d'*Al-Qaida*. Il a des relations avec le *Groupe Islamique des Combattants Libyens* (GICL) opposé au colonel Kadhafi. Là, il commet la

grossière erreur de se mettre à dos le bouillant colonel alors qu'il aurait très bien pu s'en faire un allié de choix. En effet, cela handicaperait notablement les actions futures d'*Al-Qaida* au Sahel. Les relations sont également excellentes avec tous les mouvements islamiques implantés en Extrême-Orient. Il envoie des missions de reconnaissance dans la région qui commencent à aider financièrement et techniquement les mouvements locaux, particulièrement en Indonésie et aux Philippines.

Enfin, c'est également à cette époque que l'ébauche du réseau *Al-Qaida* en Europe voit le jour via les mouvements islamiques maghrébins (d'abord le FIS, puis l'*Armée Islamique du Salut* (AIS) et enfin les GIA).

Bien évidemment, il s'associe à tous les mouvements islamiques des pays environnants, en particulier ceux du Yémen, de Somalie et du Kenya.

Il prend toutefois garde de ne pas être impliqué directement dans des affrontements contre les Américains bien que se soit dès 1993, bien avant la déclaration de guerre officielle contre les Etats-Unis qu'il fera par la suite en août 1996 au Pakistan, qu'il décide de les attaquer à travers le monde en utilisant le terrorisme comme moyen d'action. En effet, comme à son habitude, il tient à ce que les opérations soient soigneusement préparées avant d'être lancées. Les représentants des différents mouvements amis qui détestent comme lui les Américains, proposent des objectifs potentiels. Ensuite, se sont des hommes d'*Al-Qaida* qui effectuent les reconnaissances nécessaires et établissent les premières cellules clandestines dont la mission est de préparer ces attentats souvent menés avec l'aide d'activistes islamistes locaux. C'est ainsi que les attaques de 1998 contre les représentations diplomatiques américaines en Tanzanie et au Kenya et l'attaque de navires de guerre en baie d'Aden de 2000 sont mises sur pied. Il est même tout à fait probable qu'il ait eu à l'époque l'idée des attentats de 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone. Il déclarera plus tard, avoir été inspiré par les attentats de Beyrouth contre l'ambassade américaine et l'immeuble Drakar où était casernée une compagnie du 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes français. Le *Hezbollah libanais*, responsable de ces actions, n'est d'ailleurs peut-être pas étranger à cette idée...

C'est donc dans le but de garder ses intentions secrètes qu'il n'aide pas directement le général Mohamed Farrah Aïdid lors de l'opération américaine *Restore hope* qui a lieu en Somalie en 1992-93. Tout au plus, il fournit une aide logistique discrète. Quoiqu'en disent les Américains, ce n'est pas non plus *Al-Qaida* qui est derrière l'attentat à la voiture piégée visant un centre d'entraînement de la Garde Nationale saoudienne à Riyad le 13 novembre 1995 qui cause la mort de cinq militaires américains et de deux Indiens. D'ailleurs, il le reconnaîtra ultérieurement tout en regrettant ne pas avoir participé à l'opération. Rompant définitivement avec Riyad, Ben Laden crée un mouvement politique farouchement opposé au régime saoudien appelé *Advice and Reform Comitee* (ARC), (*Comité conseil et réforme ou Hayat al-Narriha wal-islam*).

Parallèlement, il facilite l'implantation d'*Afghans-arabes* démobilisés dans leur pays d'origine où ils rejoignent souvent les mouvements radicaux avec l'aura d'anciens combattants. Ceux qui ne peuvent revenir au pays car y étant jugés indésirables par les autorités locales, sont envoyés au Soudan et au Yémen.

En mai 1993 Riyad, qui jusque là avait ménagé Ben Laden par égard pour sa famille, se décide à lancer un mandat d'arrêt contre lui. Plus grave, tous les comptes officiels qu'il possède en Arabie Saoudite sont gelés. Ne se laissant pas impressionner, il ouvre un bureau de son mouvement *Comité conseil et réforme* à Londres qui va devenir le centre européen névralgique pour *Al-Qaida*. Excédé, Riyad le déchoit de sa nationalité saoudienne en avril 1994. Depuis son repaire soudanais, outre le fait qu'il aide le pouvoir en place dans la guerre

---

<sup>1</sup> Le premier attentat du 26 février 1993 contre le WTC n'avait rien à voir avec Ben Laden qui a appris l'événement par la presse. Il n'a d'ailleurs jamais revendiqué cette opération effectuée par le *Al-Gama al-Islamiya* égyptien. Ramzi Youssef, l'auteur principal de cette opération et son inspireur, le Cheikh Abdel Rahman sont incarcérés aux Etats-Unis.

<sup>2</sup> Avec le soutien des services spéciaux soudanais, il crée dans le pays des camps d'entraînement destinés à former les nouvelles recrues qui meneront la guerre qu'il a déclarée secrètement aux Etats-Unis. Les cadres sont pour la plupart des *Afghans-arabes*. Il en profite également pour faire du Soudan une base logistique pour son mouvement, amassant nombre de matériels qui seront utiles à son organisation par la suite.

qui l'oppose aux chrétiens du sud menée par John Garang, il soutient discrètement la lutte des fondamentalistes algériens, égyptiens et plus particulièrement du *Jihad yéménite* qu'il aide à vaincre en 1994 le pouvoir socialiste de l'ex-Yémen du Sud. En conséquence, le président Ali Abdallâh Saleh toujours en place aujourd'hui, lui doit en grande partie son poste. Cela explique le rôle important encore joué par ce pays dont on n'a pas fini d'entendre parler.

Enfin, en mai 1996, jugé trop encombrant par les autorités soudanaises en mal de reconnaissance internationale, Ben Laden est invité à quitter le Soudan. Il est intéressant de remarquer que sa garde rapprochée de l'époque est constituée presque exclusivement de membres des GIA algériens. A nouveau, ce départ forcé représente pour lui une perte d'argent importante, d'autant que Khartoum décide de bloquer les comptes officiels qu'il possède dans le pays. Il rejoint l'Afghanistan. Le 25 juin 1996, curieusement moins d'un mois après son expulsion, un camion bourré de deux tonnes d'explosifs pulvérise les tours de Khobar à l'entrée de la base américaine de Dahran. Le bilan est lourd : 19 morts (tous Américains) et 386 blessés. Il s'avère par la suite que cet attentat a été commis par le *Hezbollah saoudien* (chiite) avec l'appui logistique de Ben Laden. Cette opération est l'exemple même de ce que peut être la coopération au niveau du terrorisme islamique international. Ben Laden a fourni les fonds, les moyens d'acheminement en armes et explosifs ; les services soudanais ont apporté la base arrière, les lieux de stockage et les sauve-conduits nécessaires ; les activistes saoudiens chiites la piétaille.

### La IIIe guerre mondiale est déclenchée

L'organisation d'Oussama Ben Laden n'avait jamais vraiment quitté la zone Pakistan-Afghanistan, gardant des représentations à Kaboul et dans les grandes villes du Pakistan. C'est avec leur aide qu'il s'installe dans la région de Jalalabad. Il effectue de courts séjours en Iran, à Dubaï et peut-être à Londres (bien qu'il y soit déclaré *persona non grata*) où il aurait été reçu par son représentant, Khaled Al-Fawaz, qu'il a installé en 1994 à la tête du bureau anglais du *Comité conseil et réforme*.

Date fondamentale, c'est en août 1996 que Ben Laden déclare ouvertement la guerre sainte aux Etats-Unis qui occupent le pays où se trouvent les deux villes saintes (la Mecque et Médine, en Arabie Saoudite). Un mois après cette déclaration, les taliban, soutenus par les services secrets pakistanais, s'emparent du pouvoir à Kaboul. Ben Laden s'allie alors étroitement avec eux. Ils paieront le prix fort de cette alliance mais en tireront également des bénéfices. En effet, Ben Laden apporte au régime entre 10 et 20 millions de dollars par an. En échange, ses *jihadistes internationalistes* profitent de nombreux avantages, parfois impopulaires chez les Afghans. Il monte un certain nombre de camps d'entraînement sur le sol afghan pour les nouvelles recrues qui affluent du monde entier. En effet, les facilités qu'il avait au Soudan ont été fermées et il lui a bien fallu trouver une solution de rechange.

En 1998, Ben Laden se fixe dans la région de Kandahar, fief du mollah Muhamad Omar Akhunzadeh dit le borgne, leader spirituel des taliban qu'il a connu au Pakistan dans les années 80 alors que ce dernier n'était qu'un obscur docteur de la foi. Les volontaires islamiques dont il a la charge financière, épaulent les taliban dans leur lutte contre l'Alliance du Nord dirigée par le commandant Massoud. Ils sont regroupés au sein d'une unité militaire baptisée la *brigade 055*. C'est d'ailleurs ce groupe qui organise l'assassinat du commandant Massoud le 9 septembre 2001. Les meurtriers de nationalité tunisienne,

---

<sup>1</sup> Une coopération opérationnelle avait été décidée dans les années 90 entre l'organisation sunnite de Ben Laden et le *Hezbollah libanais* chiite piloté depuis Téhéran. C'est ainsi que quelques activistes d'*Al-Qaida* ont pu se former aux techniques du terrorisme au Liban et en Iran. C'est d'ailleurs le *Hezbollah* qui a formé des activistes d'*Al-Qaida* aux techniques des attentats suicide qui se développeront à une grande échelle par la suite.

<sup>2</sup> Les stagiaires sont estimés pour la période qui court de mai 1996 à la fin 2001 à 20 000. La majorité d'entre eux est formée au combat d'infanterie et de guérilla classique. Certains, jugés dignes de confiance en raison de leur fanatisme et de leurs capacités intellectuelles, sont admis à suivre des stages de terrorisme. Se sont eux qui constituent actuellement le plus grand danger, car se sont les vrais « professionnels ».

Dahama Abd Al Sattar et Rachid Bouraoui el Ouar, ont été dotés par le réseau d'*Al-Qaida* en Europe, de faux passeports belges et d'un ordre de mission journalistique émis par Yasser Tawfid'Ali Al-Siri sous couvert de *l'Observatoire islamique de l'information* qu'il dirige à Londres.

Date importante, le 23 février 1998, il crée une internationale islamique, le *Al-jabhah al-Islamiya al-Alamiyah Li-Qital al-Yahud Wal-Salibiyyin* (*Front Islamique Mondial pour le Jihad contre les Juifs et les Croisés*) qui regroupe les organisation *Al-Qaida*, le *Jihad Islamique égyptien*, le *Jamiat ulema-e-Pakistan* (organisation des oulémas pakistanais), *Ansar* ou *Harakat-ul Mudjahidine*, le *Harkat-ul-jihad-e-Islami Bahbladeshi* (HuJi-BD), le GSPC algérien qui vient de naître et *l'Armée islamique pour la libération de lieux saints*.

A cette occasion, une fatwa est proclamée déclarant qu'il est « *du devoir personnel de chaque musulman qui se trouverait dans la position de le faire, de tuer des Américains, civils ou militaires* » et de lutter jusqu'à « *la libération de la mosquée d'al-Aqsa et de la sainte mosquée de la Mecque et jusqu'au départ de leurs armées de la terre de l'islam* ».

Dans l'indifférence générale du grand public, il est vrai, maintenu dans une grande ignorance par les autorités gouvernementales qui ne souhaitent pas créer un vent de panique et par les média qui ne trouvent pas là, un sujet à la mode, la IIIe guerre mondiale est donc officiellement déclarée. La suite des événements est édifiante mais il existe encore aujourd'hui des beaux penseurs qui estiment que l'Occident formé d'anciens colonialistes ou impérialistes (dans le cas des Américains) a, en fin de compte, fait que récolter se qu'il méritait. La punition du péché originel en quelque sorte ! D'où la timidité des média pour décrire la « mondialisation » de ce conflit qui ne dit pas son nom.

**Alain Rodier**

## STRUCTURATION ET STRATÉGIE D'AL-QAEDA

Eric Denécé

Al-Qaeda est une entité terroriste d'un nouveau genre. C'est la première organisation terroriste non gouvernementale (OTNG), transnationale et autosuffisante. Elle ne dépend d'aucun Etat et personne n'a de pouvoir sur elle. Aucun autre mouvement terroriste ne peut se targuer d'une telle indépendance, d'une telle autonomie financière, ni d'une telle capacité d'action. C'est l'organisation d'un homme qui a mis sa fortune au service d'une cause et a fédéré les nombreux mouvements djihadistes. On estimait initialement qu'*Al-Qaeda* rassemblait des factions divisées, voire rivales. Aujourd'hui les facteurs unitaires apparaissent au contraire de plus en plus puissants et l'on observe un rapprochement entre des mouvements qui opéraient auparavant indépendamment.

Avec *Al-Qaeda*, la menace islamiste a radicalement changé de nature : elle est plus protéiforme, plus éclatée et plus mondiale. Ses réseaux opèrent dans plus de 60 pays. Grâce à l'action d'Ussama Ben Laden, le terrorisme islamiste est devenu redoutablement efficace. Son fonctionnement n'a rien de comparable avec les mouvements terroristes proche-orientaux des années 1980, qui disposaient tous d'une base territoriale ou d'un appui étatique. A l'image d'internet, *Al-Qaeda* est un regroupement de cellules, sans centre de décision, sans aucune organisation hiérarchique ni formelle. En optant pour le fonctionnement en réseaux, la nébuleuse terroriste a fait fi d'une stratégie territoriale classique. La destruction de ses principaux camps d'entraînement en Afghanistan n'a nullement réduit les attentats ni les risques qu'elle fait peser sur le monde.

### La structuration d'Al-Qaeda

*Al-Qaeda* est une structure complexe. Elle se compose, d'une part, de l'organisation propre d'Ussama Ben Laden et, d'autre part, de nombreux groupes terroristes, unis par une culture commune du djihad et fortement enracinés dans leurs pays respectifs (Maghreb, Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient, etc).

En février 1989, Ben Laden créa d'abord le « Comité du djihad », structure de coordination qui regroupait diverses organisations fondamentalistes sunnites : *Gama'a al Islamiya* égyptien, *Djihad* yéménite, *Al-Hadith* pakistanais, Ligue des partisans libanais, *Gama'a al Islamiya* libyen, *Bait al-Imam* jordanien et GIA algérien. Puis, en 1998, Ben Laden mit en place son « internationale » du djihad : le « Front islamique mondial pour le djihad contre les Juifs et les Croisés », qui réunit les organisations précédentes auxquelles vinrent s'agréger, le *Djihad* égyptien, le *Jamiat Ulema-e-Pakistan*, l'*Ansar* et le *Djihad* bangladaïsi, ainsi que le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) de l'Algérien Hassan Hattab.

De nombreux autres groupes armés se sont progressivement affiliés à *Al-Qaeda* au cours des quinze dernières années. Mais ces mouvements ont toujours gardé une stricte autonomie d'action. Ben Laden n'a jamais exercé un commandement hiérarchique centralisé sur le réseau et ne dirige pas les opérations des groupes terroristes. Tous ceux qui voient sa main derrière les actes terroristes qui se multiplient s'égarent. Les différentes composantes sont libres de frapper où elles le veulent les impies condamnés par le leader wahhabite. Par ailleurs, la polarisation médiatique sur la personne de Ben Laden dissimule le véritable centre de décision d'*Al-Qaeda* : des individus comme l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, le

---

<sup>1</sup> A l'origine il s'agit du Mahktab Al-Kiddimah, le Bureau des services Afghans de Ben Laden. Puis est intervenue la création d'*Al-Qaeda*, qui veut dire "la base", au sens de la fondation, la première pierre de l'édifice.

Jordanien Moussab Al-Zarqawi ou Saif Al-Adel, ex-colonel des forces spéciales égyptiennes réfugié en Iran, jouent un rôle majeur au sein de l'organisation.

Al-Qaeda est surtout une centrale d'assistance technique du terrorisme. L'organisation fonctionne comme une « holding » terroriste, définissant la stratégie, les cibles et proposant à chacun des fonds, des stages de formation ou un soutien logistique. Le noyau dur d'Al-Qaeda a appris aux autres réseaux à utiliser internet pour communiquer, transmettre des messages codés et diffuser des techniques de fabrication de bombes ou de modèles de détonateurs et d'armes chimiques. Elle met à leur disposition tout un savoir faire qui renouvelle et démultiplie leurs possibilités d'action. Al-Qaeda est aussi une idéologie. L'impulsion de Ben Laden a largement relancé des groupes en perte de vitesse ou en sommeil partout dans le monde et a inscrit leur lutte dans une dynamique internationale dépassant les seuls enjeux locaux.

### *Les trois dimensions d'Al-Qaeda*

Le fonctionnement opérationnel d'Al-Qaeda semble s'organiser selon trois niveaux distincts dont nous percevons l'articulation à travers les nombreux attentats perpétrés depuis septembre 2001 :

- le premier est celui des spécialistes chevronnés, capables d'imaginer, de concevoir, de planifier et de réaliser des actions d'envergure, n'importe où dans le monde. Ces professionnels sont peu nombreux, mais ils sont déterminés à réaliser de nouveaux attentats destinés à marquer encore plus les esprits que ceux du 11 septembre 2001 ;
- le second est celui des mouvements armés du réseau *Al-Qaeda*, dont l'existence est antérieure à l'émergence de la dynamique Ben Laden et qui ont de solides assises locales ou régionales. C'est par exemple le cas de l'Armée de libération d'Aden, de la *Gama'a al Islamiya* en Indonésie et du groupe *Abou Sayyaf* aux Philippines, comme de beaucoup d'autres. Ces groupes sont fortement enracinés dans leurs pays respectifs et puisent leurs motivations à la fois dans des revendications internationales et des frustrations locales. Ils sont chargés de conduire des actions de portée intermédiaire sur leurs théâtres d'opérations traditionnels ;
- le troisième recouvre l'ensemble des groupuscules isolés et incontrôlés - y compris souvent pour *Al-Qaeda* -, dangereux car amateurs et imprévisibles, à l'exemple de Richard Reid ou d'autres cellules récemment démantelées en Europe et en Asie. Ils contribuent à entretenir une insécurité permanente en tout lieu et à distraire l'attention et les moyens des services de sécurité sur des acteurs secondaires. Mais ils peuvent aussi faire preuve d'efficacité et provoquer des pertes humaines énormes, comme à Madrid, en mars 2004.

Ce qui est nouveau avec le terrorisme d'Al-Qaeda en Europe, c'est l'implication de « nationaux » dans les attentats. Cela ne fut jamais le cas lors des vagues précédentes du terrorisme arabe (années 1980) où Libanais, Iraniens, Syriens, Palestiniens et Arméniens venaient commettre des actions sur notre sol puis repartaient chez eux. Aujourd'hui, de véritables réseaux opérationnels, implantés au cœur de nos cités, composés d'individus issus de l'immigration nord-africaine mais aussi de Français de souche et d'Antillais convertis à l'islamisme, sont impliqués dans des actes de terrorisme. Ces hommes ont été formés en Bosnie, en Tchétchénie ou en Afghanistan. C'est un bouleversement pour nos services de police. Nos villes modernes, grâce à l'anonymat qu'elles permettent, sont devenues, autant que les montagnes afghanes, tchéchènes ou les mégaloïles du Tiers-monde, les nouveaux sanctuaires du terrorisme.

Force est de reconnaître l'originalité et l'efficacité de cette architecture complexe, de ce maillage international de la terreur, qui confère à cet agrégat de mouvements et de groupuscules la dimension d'un protoplasme, d'une hydre aux multiples têtes contre laquelle il est complexe de lutter. Il y a fort à parier que Ben Laden et son entourage ont pris le temps de méditer les réflexions de Lawrence d'Arabie sur la conduite de la guérilla à la tête des tribus bédouines au cours de la Première Guerre mondiale : « *Nous fonctionnions de manière plus indéfinie, comme une influence, une idée, une chose invulnérable, intangible, sans front ni arrière, évanescence comme un gaz. Les armées ressemblaient à des plantes, immobiles, profondément enracinées, nourries jusqu'à la tête grâce à leurs longues tiges. Nous, nous pouvions être comme un souffle qui va où bon lui semble. Nos royaumes existaient dans l'esprit de chacun* ».

*d'entre nous et, de même que rien de matériel ne nous était indispensable pour vivre, il était possible que nous n'offrions rien de concret à tuer. Privé de toute cible, un soldat régulier se sentirait sans nul doute désarmé. Il ne possédait que le sol où il s'asseyait et ce contre quoi il pouvait s'acharner avec son fusil ».*

Toutefois, en raison de l'efficacité de la lutte antiterroriste, le système d'impulsion et de coordination institué par le Saoudien semble être aujourd'hui fortement désorganisé et ses fonds bloqués. En revanche, les entités terroristes du second cercle, c'est-à-dire celles qui, du Maroc aux Philippines, sont implantées localement, au cœur de la population, ont été peu touchées. Ce sont elles qui sont à l'origine des attentats en Arabie saoudite, au Maroc, en Turquie et en Espagne, car leur capacité d'action est réelle. Ces groupes ont pu recruter de manière massive, notamment à l'occasion de la récente guerre contre l'Irak qui pousse à son paroxysme l'exaspération du monde musulman contre les Américains. Certes le niveau des nouvelles recrues n'est pas comparable à celui des *mukhs* - les cerveaux - d'*Al-Qaeda* qui sont probablement les seuls à pouvoir organiser des attentats similaires au 11 septembre. Mais un niveau de formation tout à fait élémentaire suffit pour commettre des attentats sanglants comme ceux qui endeuillent régulièrement le monde.

D'autant que les terroristes n'hésitent pas à franchir les frontières pour s'entraider. Par exemple, Willie Brigitte, un Français converti à l'islam a été récemment interpellé en Australie où il formait des opérateurs locaux au maniement d'explosifs en vue d'attentats. Ainsi, la « mise en réseau » des islamistes du monde entier, initiée par Ben Laden, fonctionne aujourd'hui parfaitement. Le récent passage à l'action des terroristes turcs est un sujet de préoccupation supplémentaire pour les services de sécurité occidentaux, qui vont devoir également surveiller leurs cellules qui se dissimulent au sein d'une importante diaspora en Europe de l'Ouest. Et les attentats de Madrid ont confirmé les craintes les plus pessimistes.

## La stratégie d'*Al-Qaeda*

Ce que certains perçoivent à tort comme un changement de stratégie n'est autre que l'entrée en scène de groupes appartenant à la mouvance djihadiste qui sont fortement enracinés dans leurs pays respectifs et qui puisent leurs motivations à la fois dans des revendications internationales et des frustrations locales. De nombreux éléments conduisent aujourd'hui à penser que ce changement tactique était préparé. Les dirigeants d'*Al-Qaeda* savaient que la réaction américaine aux attentats du 11 septembre serait sans pitié et que la structure originelle serait vouée à disparaître. C'est pourquoi ils avaient pensé dès l'origine la poursuite de la lutte selon un mode très décentralisé.

Depuis le début de la riposte américaine, en octobre 2001, *Al-Qaeda* n'a pas modifié sa stratégie. *Al-Qaeda* veut restructurer l'ordre mondial, établir le gouvernement d'un nouveau califat wahhabite dans le monde arabe et mettre en quarantaine les sociétés musulmanes contre l'influence occidentale. Le but du terrorisme wahhabite demeure la déstabilisation des régimes arabes « impies » et du monde occidental qui les soutient et protège Israël, par la violence aveugle.

Les actions de la nébuleuse terroriste se réclamant d'Ussama Ben Laden sont moins désordonnées qu'il n'y paraît. A travers la multiplication des attentats, de nombreux éléments nous permettent de décrypter la stratégie djihadiste. Ainsi, les espaces géographiques dans lesquels ont eu lieu les attaques, les modes d'action retenus et les cibles visées délivrent trois messages :

- en premier lieu, l'organisation *Al-Qaeda* veut faire savoir qu'il lui est possible de frapper n'importe où dès lors qu'elle le décide : après les attentats du 11 septembre sur le continent nord-américain (New York et Washington), elle a frappé en Afrique (Djerba, Mombasa), au Moyen-Orient (Karachi, Koweït, Aden, Riad), en Asie du Sud-Est (Bali, Djakarta) et en Europe (Istanbul, Madrid). A travers ces quatre continents, elle a successivement agi en terre chrétienne, musulmane et hindouiste ;

---

<sup>1</sup> T.-E. Lawrence, *Guérilla dans le désert*, Texte intégral, n° 180, éditions Mille et une nuits, Paris, 1997 (réédition de l'original de 1920), pp. 18-19.

- en second lieu, les attentats nous font savoir qu'il n'est pas de milieu dans lequel *Al-Qaeda* ne puisse opérer : dans les airs (New York, Washington et la tentative malheureuse de Richard Reid), sur mer (Aden) et, bien sûr, sur terre (Djerba, Karachi, Koweït, Bali, etc.) ;  
 - enfin, *Al-Qaeda* nous annonce qu'aucun des secteurs économiques qui fondent la prospérité des pays occidentaux ou occidentalisés ne sera épargné : la finance internationale (*World Trade Center*, banque britannique à Istanbul), le transport aérien, les grands contrats d'armement (DCN au Pakistan), le transport maritime de l'énergie indispensable à nos économies (Limbouurg), les chemins de fer (Madrid) et le tourisme (Djerba, Bali) ont déjà été touchés. Par ailleurs, tous les acteurs occidentaux ont été atteints à un moment ou à un autre : Américains, Européens - notamment Espagnols et Britanniques, mais aussi Français et Allemands - et Australiens.

Une stratégie élaborée semble s'esquisser à travers ces épisodes sanglants et certains modes opératoires nouveaux apparaissent. D'une part, les actions perpétrées visent autant les régimes arabes (Jordanie, Maroc, Arabie saoudite, etc.) qui collaborent, bon gré mal gré, à la traque antiterroriste avec les Etats-Unis. Evidemment, les djihadistes n'hésitent pas à frapper les intérêts occidentaux par la même occasion. Cependant, les victimes des attentats sont majoritairement des populations locales. La nature des attentats traduit une nette évolution du terrorisme vers des actions du type de celles que conduisent les Frères musulmans, qui n'hésitent pas à frapper leurs coreligionnaires. D'autre part, les terroristes pratiquent désormais des attentats « en rafale », frappant plusieurs fois, dans un laps de temps très court, un même pays. Cela a été le cas le 11 septembre 2001 comme à Bali en octobre 2002, mais aussi en Arabie saoudite en mai 2003 (3 attaques en moins de dix jours), en Turquie (2 attentats en 5 jours) et à Madrid (une dizaine d'attentats simultanés).

Enfin, à travers l'action conduite à Madrid, on peut soupçonner *Al-Qaeda* de vouloir influencer, par ses attentats, sur l'issue des scrutins des pays démocratiques. La proximité des élections présidentielles fait craindre aux Etats-Unis des actions pour « faire tomber » George Bush. C'est pourquoi celui-ci a déclaré, en juillet 2004, qu'en cas d'attentat majeur sur le sol américain dans les semaines précédant le scrutin, celui-ci pourrait être reporté.

Le facteur médiatique est primordial dans la stratégie d'*Al-Qaeda*. Le 11 septembre 2001 est le premier attentat réalisé en direct sous les yeux ébahis de l'opinion publique occidentale. Le type d'action choisi par Ben Laden correspond aux critères de l'émotion télévisuelle : synchronisation des événements, images-chocs, correspondances précises avec des scénarios de films catastrophes, etc. Une telle démarche ne relève pas du hasard, mais du choix délibéré de retourner contre l'Occident l'une de ses armes les plus puissantes : la télévision. Parmi les critères que semble retenir l'organisation terroriste avant de planifier une attaque, l'impact médiatique occupe une place de choix, car il concourt, à ses yeux, à la guerre psychologique qu'elle livre à ses ennemis. Pour les terroristes, toute action fortement médiatisée, même si elle n'est qu'une demi-réussite opérationnelle, représente un succès politique majeur. C'est pourquoi *Al-Qaeda* a adopté une stratégie de revendication tous azimuts et utilise les attentats qui se réclament de sa dynamique, partout dans le monde, pour amplifier et propager son action. Tous les terroristes islamistes sont d'accord sur cette stratégie. Cela permet de donner corps à *Al-Qaeda* alors même qu'elle est en train de s'effacer. La télévision, la rapidité et la globalisation de l'information sont sans doute aujourd'hui les meilleurs alliés du terrorisme.

### *La criminalisation d'Al-Qaeda*

Sur le plan financier, les choses ont changé : pour subvenir à leurs besoins, les mouvements de la nébuleuse islamiste ne comptent plus sur les mannes du milliardaire saoudien ; il n'y a plus de transferts massifs d'argent. Tous les groupes collectent eux-mêmes des fonds sur leurs zones d'action, grâce à la coopération de la population ou par des actes criminels. Ils ont ainsi appris à diversifier leurs revenus afin de conserver leur autonomie d'action. De nouvelles activités économiques illégales ont été mises en place afin de financer le djihad anti-occidental : ONG détournées de leur finalité humanitaire, entreprises "écrans", contrefaçon, enlèvements et demandes de rançon, piraterie, trafic de stupéfiants etc. Dans une interview récente au *Figaro*, Pierre de Bosquet de Florian, le directeur de la DST décrit le

management moderne d'un groupe comme *Al-Qaeda* : *"Ils sont en large partie autonomes sur le plan financier : ils subsistent grâce à la délinquance, aux braquages, à la reproduction des cartes de crédit, voire - on en a un exemple assez récent - à la contrefaçon de vêtements de marque"*. Selon le juge Bruguière, le clonage des cartes de crédit participe aux micro financements des réseaux terroristes. Ce phénomène semble se développer particulièrement dans les pays du Golfe. Ainsi à Abu Dhabi et à Dubai, les arnaques aux cartes bancaires ont explosé, suscitant la vive inquiétude des utilisateurs et des autorités locales qui craignent que le Golfe ne soit le centre d'un trafic plus vaste.

L'organisation du terrorisme a ainsi muté. Progressivement, *Al-Qaeda* devient une multinationale du crime largement indépendante, fonctionnant comme une mafia, c'est-à-dire combinant des actions légales (*zakat*, *awala*) et des activités criminelles. Elle utilise l'économie de marché pour se financer et noircir ses avoirs. Cette nouvelle forme de terrorisme est d'autant plus difficile à combattre que ses modes de fonctionnement et de financement ne la situent plus en marge mais au cœur de l'économie de marché.

Avec *Al-Qaeda*, l'amateurisme et l'approximation ne sont plus les attributs du terrorisme islamique. Celui-ci s'est parfaitement adapté au monde globalisé dans lequel nous vivons et en tire avantageusement parti des évolutions technologiques, financières et médiatiques qui le caractérise.

**Eric Denécé**

## LE JIHAD DECRYPTÉ

Alain Rodier

En ce qui concerne le noyau dur d'*Al-Qaida*, il y a un « avant » et un « après » l'invasion de l'Afghanistan qui a fait suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

### Avant fin 2001

*Al-Qaida* se distingue d'une organisation terroriste classique en n'imposant pas un commandement opérationnel centralisé mais en proposant, à chaque groupe islamique extrémiste, des fonds, des stages de formation ou un soutien logistique. La condition pour obtenir ces avantages est de partager le même objectif : le salafisme jihadiste. C'est pour cette raison que de nombreux mouvements qui se réclament d'*Al-Qaida* n'ont jamais eu de lien direct avec cette organisation. Tout au plus, quelques-uns de leurs membres sont passés dans des camps d'entraînement implantés à l'époque en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan, en Somalie, en Indonésie, aux Philippines, en Bosnie ou en Tchétchénie. Les cadres de ces camps se sont bien gardés d'imposer à leurs stagiaires des liens hiérarchiques ou même opérationnels. L'initiative était laissée aux membres de ces organisations qui pouvaient choisir le type de relations qui les lieraient (ou pas) à *Al-Qaida*.

A l'origine, à l'exception d'Oussama Ben Laden qui est Saoudien, la plupart des dirigeants d'*Al-Qaida* sont de nationalité égyptienne, issus des mouvements fondamentalistes locaux et fortement influencés par l'idéologie des *Frères musulmans*. Cela est dû en grande partie au docteur Ayman Al-Zawahiri, l'idéologue et le maître à penser de Ben Laden (ainsi que son médecin traitant). De nombreux cadres intermédiaires et d'exécutants de base sont des Saoudiens, des Yéménites, des Pakistanais, des Syriens (souvent d'origine palestinienne) et des maghrébins ; en particulier on retrouve parmi eux beaucoup de militants des *Groupes Islamiques Armés* algériens (GIA).

L'organe de direction originel est le conseil consultatif (*Majlis Al-Choura*) formé de proches de Ben Laden. Cet entourage relativement restreint de fidèles s'est constitué peu à peu au fil du temps. Une partie d'entre eux (la minorité) est constituée de « compagnons de combat » de la première heure connus lors du conflit engagé contre les Soviétiques en Afghanistan de 1979 à 1989. L'expression compagnons de combat est peut-être un peu exagérée, Oussama Ben Laden, quoiqu'en dise la légende, a peu connu le feu. Il a eu un rôle essentiellement logistique. Il conviendrait plutôt de dire « compagnons de lutte » majoritairement rencontrés au Pakistan et en Arabie Saoudite. Les autres membres du cercle rapproché d'Oussama Ben Laden ont été connus plus tard, lors de son séjour au Soudan de 1992 à 1996. Comme cela a été décrit dans le chapitre précédents, c'est à cette époque, sous l'égide d'Assan Al-Tourabi, qu'il a l'occasion de rencontrer le plus grand nombre de responsables islamistes radicaux de nationalités différentes et qu'il peut en rallier un certain nombre à sa cause. C'est aussi à ce moment là qu'il commence à développer réellement son audience sur la scène internationale. Les liens tissés lors de cet exil soudanais expliquent en grande partie la présence de la nébuleuse *Al-Qaida* sur l'ensemble du globe.

A côté du *Majlis Al-Choura*, il existe différents comités.

---

<sup>1</sup> En dehors d'Oussama Ben Laden et du docteur Al-Zawahiri, les membres de ce Conseil consultatif actuellement en liberté sont : Thirwat Salah Shihata, membre du *Jihad Islamique égyptien*, Mustafa Hamza, membre du *Jemaah Islamiyah* indonésien, Saif Adel, représentant d'*Al-Qaida* en Iran, Abd Al-Aziz Al-Jamal, adjoint de Saif Adel, Abou Hazim alias Khaled Al Bin Ali Al-Hadj, Abou Mohammed Al-Masri alias Abdullah Ahmed Abdullah, Abou Saïd et Abdallah Rajab.

Celui des *Affaires militaires* est une sorte d'état-major<sup>1</sup> qui supervise les camps d'entraînement, propose des cibles potentielles et la manière de les attaquer. En gros, à l'image des états-majors classiques, ce comité a deux missions : l'instruction et la planification. Il n'a par contre pas de liens organiques avec les différents mouvements opérationnels qui ne dépendent pas hiérarchiquement de lui. C'est d'ailleurs cette absence de tout lien opérationnel qui fait dire qu'*Al-Qaida* ne ressemble pas aux organisations de type occidental comme les mouvements terroristes IRA, ETA ou même comme ceux d'origine palestinienne.

Le *comité des Affaires financières* est chargé de recueillir des fonds, de les transférer et de les redistribuer pour l'entraînement et la vie de tous les jours des différents mouvements qui en font la demande. C'est à lui que revient la tâche particulièrement délicate de l'envoi discret d'argent de par le monde.

Le *comité des Achats internationaux*, distinct du *comité des affaires financières*, est chargé de rechercher et d'acquérir les matériels utiles à l'organisation : armements, explosifs, faux papiers, moyens informatique et de communications, moyens de transport, en particulier de navires, etc.

Ces deux comités, quoique différents, utilisent pour parvenir à leurs fins, des structures de couverture légales : sociétés d'import-export, banques (pas toutes islamiques), organisations humanitaires non gouvernementales, associations diverses et variées, etc. C'est là que l'on retrouve de riches citoyens du Golfe persique qui apportent leur contribution au jihad international tout en s'assurant une certaine tranquillité personnelle.

Le *Comité religieux*, organe à la fois politique et religieux, édite en particulier les fatwas autorisant les assassinats. Il sert également de conseil des sages qui vérifie que toutes les actions entreprises ne sont pas en contradiction avec l'application stricte de la charia. Oussama Ben Laden qui n'est pas à proprement parler une autorité religieuse, consulte régulièrement ce comité avant de prendre toute décision importante.

Celui de *l'Information* est en fait une sorte de ministère de la propagande et du prosélytisme. Sa mission la plus délicate est l'utilisation de différents moyens de communications dont l'Internet. C'est par ce biais que les revendications, les menaces et les instructions aboutissent dans les organes de presse comme *Al Jazira*.

Enfin, le *Comité de sécurité*, organe dirigé par Amin Al-Haq, est un véritable service de renseignement et de contre ingérence également chargé de la sécurité physique des dirigeants. Certains activistes arrêtés sont décrits comme des anciens gardes du corps de Ben Laden. Il est vrai qu'il a toujours bénéficié d'une protection rapprochée assurée par des militants de différentes nationalités. C'est d'ailleurs un grand honneur de participer à la sécurité du leader d'*Al-Qaida* qui a été la cible d'attentats, souvent venus de personnes proches, notamment en Afghanistan. Ces gardes du corps dépendent du *Comité de sécurité* mais généralement, ne restent pas trop longtemps à ce poste. Ils sont ensuite envoyés sur différents fronts où leur ancien statut leur assure un grand prestige : ils ont connu personnellement Oussama Ben Laden, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Il est certain, qu'échaudé par un certain nombre de tentatives d'assassinat, Ben Laden a toujours été très difficile à rencontrer. Depuis son retour en Afghanistan en 1996, il n'a que rarement couché deux nuits de suite au même endroit. Il n'emploie plus de téléphone portable. C'est certainement aussi pour des raisons de sécurité que le turn over des membres de sa garde rapprochée est important : la peur de la trahison est omniprésente. Il accepte de mourir en martyr, mais pas n'importe comment, et surtout pas de la main d'un de ses fidèles.

Côtoyant cette organisation relativement structurée, se trouvent des membres de la famille, en particulier ses fils Saad, Mohammed, Hamza, Saif dont le rôle exact n'est pas connu. Il en est de même pour l'un des fils d'Al-Zawahiri prénommé Khalid.

A côté de cette sorte d'état-major se trouve l'armée islamique qui est un fourre-tout de mouvements inféodés directement à *Al-Qaida* ou dont les cadres ont fait allégeance à Oussama Ben Laden. Ce dernier et son état-major ne donnent pas de directives opérationnelles directes, les différents chefs de guerre sur le terrain sont libres de proposer

---

<sup>1</sup> Abou Ubeid Al-Qurashi, Abou Mohamed Al-Misri, responsable de la formation, Mustafa Setmariam Nazar, Omar Brandon (vraisemblablement en Indonésie), Medhat Mersi Al-Sayed alias Abou Khabab, expert en explosifs et armes RNBC et son adjoint Assadallah Abdul Rahman en sont les principaux membres.

des opérations qu'il accepte ou pas de soutenir. D'ailleurs, pour certaines d'entre-elles, par mesure de cloisonnement donc de sécurité, Ben Laden seul est personnellement informé de l'évolution de la situation sans que ses *comités* n'en aient connaissance.

Le rôle du noyau dur d'*Al-Qaida* consiste donc essentiellement à déceler, recruter et instruire des activistes qui, après une formation technique et idéologique, sont répartis en « cellules », parfois composées de membres d'une même famille ou d'un même clan. A ces cellules ont été attribué des zones géographiques où elles préparent des actions terroristes programmées sur le long terme. Jusqu'à la fin 2001, dans la majorité des cas, suivant une règle fondamentale de la vie clandestine, ces militants ne préparent pas d'action dans leur pays d'origine ni là où ils vivent habituellement. Les liaisons entre les cellules et l'organisation sont limitées au maximum, voire inexistantes, toujours par souci de sécurité. En cas de besoin, les contacts nécessaires s'effectuent dans une région différente de leur lieu de vie ou d'action, parfois dans un pays tiers. Ainsi, les terroristes du 11 septembre 2001 qui vivaient en Allemagne ont eu des contacts avec des responsables d'*Al-Qaida* en Grande-Bretagne et en Espagne. Une fois arrivés aux Etats-Unis, ils sont entrés dans la clandestinité la plus totale. Seuls des mouvements d'argent vers les Emirats Arabes Unis seront découverts ultérieurement mais cela n'a alors plus aucune importance, les forfaits ayant déjà été perpétrés.

Au début des années 2000, l'armée d'*Al-Qaida* compte de 3 000 à 5 000 activistes dont certains sont répartis en cellules d'une dizaine de personnes qui, comme nous l'avons vu, jouissent d'une très grande autonomie. Dans la mesure du possible, chaque cellule opérationnelle doit s'autofinancer, soit en employant les méthodes du grand banditisme : hold-up, contrebande, escroquerie à la carte bancaire, etc., soit en sollicitant des dons, généralement sous un prétexte humanitaire. Le ramadan est une période privilégiée pour cela, les musulmans pratiquants étant alors tenus d'effectuer des dons destinés aux plus démunis. Les militants sont rarement d'anciens Afghans-arabes de l'époque de la guerre contre les Soviétiques, mais issus d'une deuxième, voire d'une troisième génération. En effet, à quelques exceptions près, ils sont pour la plupart âgés de moins de 30 ans. Les derniers événements tragiques ont démontré que certains kamikazes n'avaient même pas 20 ans !

### **Les « coordinateurs » et les « théâtres d'opérations »**

Oussama Ben Laden a, dès les début des années 1990, des coordinateurs qui sont généralement d'anciens *Afghans-arabes* (cela changera peu à peu car il convient de renouveler les effectifs, une partie d'entre eux ayant été neutralisés, d'autres ayant renoncé au jihad pour rentrer dans leur famille) chargés de transmettre ses instructions, voire de coordonner des opérations de grande ampleur ayant conduit aux attentats contre les ambassades américaines d'Afrique de l'Est (1998), à ceux du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, de Casablanca (2003), de Madrid (2004), de Londres ou de Charm el-Cheik (2005). Il n'en reste pas moins que la plus grande autonomie est laissée aux cellules opérationnelles, le rôle de ces coordinateurs consistant surtout à apporter toute l'aide possible à la réalisation des opérations (et non de les commander directement) et de rendre compte de l'état d'avancement des différents projets à Ben Laden. Ces hommes font partie du premier cercle des fidèles et sont, soit membres du *Majlis Al-Choura*, plus souvent du *comité militaire* ou de celui des *affaires financières*. Ainsi qu'on a pu le constater, ces coordinateurs ont survécu à la refonte de l'organisation qui a suivi l'invasion de l'Afghanistan en 2001.

### **L'après 2001**

Suite aux opérations antiterroristes déclenchées après les attentats du 11 septembre 2001, et en particulier l'invasion de l'Afghanistan, *Al-Qaida* s'est profondément restructurée. Les pertes ayant été lourdes, le mouvement s'est auto régénéré grâce à des recrues provenant principalement des écoles coraniques (madrasas) implantées au Pakistan, en Arabie Saoudite, en Somalie, en Syrie et au Yémen. L'idéologie -le jihad contre les apostats et les mécréants- reste intacte, voire sort renforcée des épreuves que l'organisation a connues. En

effet, les populations musulmanes mondiales vivent très mal cette intervention militaire étant donné que le mot « croisade » a imprudemment été prononcé par le président Bush. Il en est de même pour l'intervention en Irak, les Etats-Unis étant accusés d'appliquer une politique à deux vitesses : faire respecter les décisions des Nations Unies par le monde arabo-musulman et fermer les yeux sur le fait qu'Israël n'en tient pas compte. En outre, l'Irak est une nouvelle terre de jihad où les nouvelles recrues peuvent acquérir une certaine expérience militaire. Si, dans le passé, les camps afghans formaient essentiellement des guérilleros, l'Irak est l'occasion rêvée d'initier les jihadistes au combat urbain : vie clandestine en zones habitées, attaques de type terroriste (le terrorisme étant un moyen et non un but), organisation particulière de la logistique en ville, infiltration de l'adversaire, etc.

La tactique des attentats évolue considérablement, les acteurs directs des actions terroristes étant alors plus généralement recrutés sur place, leur sécurité n'étant plus une priorité, surtout s'il s'agit de kamikazes. De plus, *Al-Qaida* ne se cache plus et tient même à ce que les différentes opérations lui soient attribuées, question d'image de marque. La phase guerre ouverte a réellement commencé.

### La direction du mouvement

Les dernières instructions données fin 2001 par Ben Laden sont les suivantes : « *rejoignez vos pays, et frappez l'infidèle où vous pouvez* ». Il est probable que par souci de sécurité, les nouveaux arrivants, de retour dans leurs pays d'origine ou dans des pays tiers, n'ont généralement pas contacté les agents dormants vivant dans la clandestinité, mais se sont noyés dans les mouvements islamiques existant déjà sur place, qu'ils soient ou non affiliés à *Al-Qaida*.

Après un long silence, dû vraisemblablement à sa fuite puis à sa réinstallation en zone tribale pakistanaise, Oussama Ben Laden est réapparu via de nombreux messages audio ou vidéo transmis par Internet ou par porteurs. Ainsi, le 29 octobre 2004, quatre jours avant les élections américaines, il est intervenu via la chaîne *Al Jazeera* et a revendiqué officiellement les attentats du 11 septembre 2001. Comme par le passé, lui et son adjoint Al-Zawahiri ne donnent que des instructions générales n'entrant pas dans le détail des opérations. Ben Laden serait donc bien vivant (au moins jusqu'à la fin 2004, date de ses derniers communiqués) même si certains spécialistes pensent qu'il est en mauvaise santé. Cependant, à l'automne 2005, sa dernière prestation publique date de presque un an ! A ce propos, il convient de rester extrêmement prudent. Le *comité de l'information* est passé maître dans l'art de l'intoxication et de la désinformation. De plus, les Américains ne se privent pas de surenchérir en affirmant que « *Ben Laden est mourant, qu'Al-Zarqaoui est gravement blessé, que des responsables très importants d'Al-Qaida sont arrêtés ...* ». L'intoxication ira jusqu'à faire croire qu'Al-Qaida a entretenu des liens avec Saddam Hussein, qu'elle n'existe plus ou même qu'elle n'a jamais existé. Plus le mensonge est gros, plus cela a de fortes chances de passer. Généralement, les media gobent tout, souvent par souci de sensationnalisme, ou, plus grave encore, par pure idéologie.

Dès le début 2002, la « nouvelle » *Al-Qaida* délocalise sa direction entre deux Etats : le Pakistan et l'Iran (le rôle des autorités iraniennes, qui reste pour le moins ambigu, est analysé dans le dernier chapitre de ce livre). C'est depuis ces deux états-majors que se réorganise peu à peu la lutte. L'existence du PC opérationnel au Pakistan est confirmée par la tenue d'une réunion des différents responsables d'*Al-Qaida* dans ce pays en mars 2004. Bien sûr, personne ne sait où exactement cette réunion a eu lieu, si Oussama Ben Laden était présent et quelles sont les décisions qui ont été prises à cette occasion.

Le monde étant divisé en « théâtres d'opérations », les coordinateurs jouant un grand rôle dans cette nouvelle stratégie. Ils resserrent autant que possible, les contacts avec les mouvements radicaux locaux. Comme d'habitude, ils ne viennent pas prendre le commandement (ce qui serait très mal perçu par les différents responsables locaux) mais apporter leur aide et le soutien moral d'Oussama Ben Laden en soulignant tout l'intérêt qu'il y a pour ses groupes en matière de notoriété à se réclamer d'*Al-Qaida* ou au moins, de joindre leurs efforts au jihad mondial engagé.

Les théâtres d'opérations mis en palce par Ben Laden sont les suivants : Europe/ Afrique de l'Ouest/Maghreb/Sahel ; Afrique de l'Est ; Péninsule arabique ; Proche-Orient/Irak/Afghanistan /Pakistan ; Russie et Caucase ; Extrême-Orient.

Cependant, il est vrai que le rôle opérationnel du *Majlis Al-Choura* reste très limité jusqu'à la fin 2003. Cela est vraisemblablement dû à la neutralisation d'un certain nombre de ses membres. Néanmoins, il reprend l'initiative en 2003 – début 2004. Si le nombre des fidèles entourant Oussama Ben Laden a diminué pour des raisons de sécurité, la principale difficulté qu'ils rencontrent est celle des communications. Désormais, les consignes et les compte rendus passent le plus souvent par messagers humains, les télécommunications n'étant pas sûres car très surveillées par tous les services secrets<sup>1</sup>, en particulier par la National Security Agency (NSA) américaine qui tente, bien sûr ; d'intercepter et de décrypter les messages, mais aussi et peut-être surtout, de localiser Ben Laden et ses proches afin de les neutraliser définitivement. Cette manière de procéder ralentit considérablement les opérations mais Oussama Ben Laden n'en a cure. Il n'est pas pressé et, d'ailleurs, il a toujours pris tout son temps. Il faut bien convenir que cette notion de temps est complètement différente dans nos sociétés de type occidental qui exigent des résultats rapides. Cela constitue un facteur supplémentaire de non compréhension du phénomène *Al-Qaida* par le public. Depuis 2003, la nouvelle *Al-Qaida* est donc redevenue opérationnelle. Pour s'en convaincre, il suffit de constater l'augmentation des opérations qui lui sont attribuées.

**Alain Rodier**

---

<sup>1</sup> Un temps, Al-Qaida se livra même à de l'intoxication en faisant utiliser des téléphones portables connus pour avoir servi à Oussama Ben Laden ou à ses proches par des mules. C'est d'ailleurs ce procédé qui aidera sa fuite de Tora Bora.

## **L'INFILTRATION D'AL-QAEDA EN AFRIQUE**

**Alain Rodier**

Les réseaux terroristes trouvent en Afrique une zone de repli idéale, d'autant qu'aucune politique organisée visant à abattre le terrorisme n'a véritablement été mise en place. Ce laxisme se double d'une corruption endémique qui facilite la liberté de manœuvre des terroristes. C'est pourquoi les Etats-Unis insistent désormais sur l'importance primordiale que revêt le continent noir dans le cadre de la lutte antiterroriste. Avant d'entamer sa tournée africaine qui l'a mené successivement au Sénégal, en Afrique du Sud, au Botswana, en Ouganda et au Nigéria, le président Bush a annoncé que son administration allait débloquer une enveloppe de 100 millions de dollars pour soutenir les pays africains dans la lutte contre le terrorisme. Cette aide sera surtout employée à améliorer la sécurité des ports et des aéroports, qui assurent le commerce international avec les Etats-Unis. Mais cela concerne aussi l'assistance militaire. Discrètement, les Américains installent au Mali d'importants moyens de lutte antiterroriste. Une nouvelle ambassade est en cours de construction. Le bureau local de la CIA est en train de devenir l'un des plus importants de la région. Depuis le Mali, les Américains surveillent tous les mouvements caravaniers de la région liés au trafic d'armes et à l'intégrisme islamique, ainsi que les réserves pétrolières du sud de l'Algérie ou opèrent des sociétés pétrolières américaines.

### **Les tentatives d'implantation au Sahel**

Depuis 2002, la présence de djihadistes internationaux s'est accrue au Sahel, Al-Qaeda cherchant à y créer une zone refuge pour ses cadres et ses militants forcés de s'expatrier suite à la guerre au terrorisme déclenchée par les Américains. En effet, Al-Qaeda, chassé d'Afghanistan, n'étant plus parfaitement en sécurité au Pakistan et en Iran, cherche des havres sûrs pour y installer des facilités logistiques permettant d'abriter et d'entraîner ses activistes afin de les renvoyer au combat contre les « *apostats et les mécréants* », dans un premier temps dans la corne de l'Afrique, et notamment au Kenya et en Tanzanie.

Les Américains tentent actuellement de parer cette menace. Toutefois, leurs intérêts en Afrique ne sont pas uniquement sécuritaires, mais également politico-économiques. Constance Newman, la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines soulignait en mai 2004 que « *l'Afrique est un continent au potentiel illimité, et nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les Américains à réaliser ce potentiel, à aider les Africains à réaliser ce potentiel et à créer, ensemble, un avenir plus prometteur* ». C'est ainsi que les experts estiment qu'au cours des prochaines années, l'Afrique va couvrir 30 % des besoins en pétrole des Etats-Unis.

La politique actuelle consistant à apporter une aide en matière de sécurité aux pays qui le désirent dans le cadre de l'ACOTA (African Contingency Operations Training Assistance) est une manière habile de s'implanter dans une zone qui a été négligée du temps de la Guerre froide. Cependant, il est vrai que la menace fondamentaliste au Sahel est bien réelle.

Al-Qaeda s'appuie essentiellement sur le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien d'Hassan Hattab. De 1999 à 2000, des écoutes téléphoniques ont révélé que des liens personnels existaient entre le chef historique du GSPC et Ussama Ben Laden. Ce serait d'ailleurs ce dernier qui aurait poussé Hassan Hattab à fonder le GSPC en septembre 1998 après qu'une fatwa condamnant les dérives meurtrières des GIA ait été lancée par le Jordano-palestinien Abou Koutada, le représentant d'Al-Qaeda en Europe.

Depuis, ce mouvement algérien a mis ses réseaux européens à la disposition de la nébuleuse Al-Qaeda. En échange, le GSPC reçoit des financements pour poursuivre la lutte en Algérie.

Le GSPC a connu en 2003 d'importants revers. Le sort d'Hassan Hattab reste mystérieux. Selon certains témoins, il aurait été exécuté par ses hommes à la fin de l'été 2003, accusé de « *trahison et d'hérésie* ». Il aurait été remplacé par un de ses lieutenants qui prône une politique radicale : Nabil Sahraoui - alias Abou Ibrahim - Mustapha connu pour son intransigeance, ayant été jusqu'à faire massacrer des membres de l'Armée islamique du salut (AIS) lorsque cette organisation a déposé les armes en 1997. Cependant, ce dernier ne serait pas parvenu à réunifier le GSPC, de nombreux groupes ayant fait dissidence. Il aurait été abattu par l'armée algérienne, le 18 juin 2004, à El Kseur, près de Béjaïa (260 km à l'est d'Alger).

En 2000, Ben Laden a jugé que le GSPC était le seul mouvement islamique assez structuré pour aider ses Djihadistes internationaux dans la région du Sahel. En effet, le GIA est considéré depuis 1998 comme en totale perte de vitesse, les 27 000 activistes qu'il comptait dans les années 1995 s'étant réduits à quelques centaines de combattants. Comme le GIA à son origine, le GSPC est organisé sur un type militaire. Les militants sont répartis en « sections » fortes d'une petite dizaine de combattants. Au-dessus se trouve la « phalange » composée de 3 à 4 sections puis la « compagnie ». Comme précédemment le GIA, le GSPC a divisé le pays en « régions » dirigées par des émirs.

Si la zone d'action de prédilection du GSPC se trouve située essentiellement aux environs d'Alger, en Kabylie et dans les Aurès, un groupe s'est vu attribuer la « 6<sup>e</sup> région » qui couvre le sud du pays : celui de Mokhtar Ben Mokhtar (MBM), alias Khaled Abou El-Abès, alias Belouaer (« le borgne », en raison d'une cicatrice à un œil). Ce groupe réunissant quelques centaines de militants, sévirait particulièrement dans le triangle Bordj Omar Driss, Tamanrasset, Djanet (aux portes du parc national de Tassili, un massif montagneux désertique). Des éléments de ce groupe séjourneraient également régulièrement au nord du Mali, de la Mauritanie et du Niger.

Au Mali, il recevrait l'aide de la secte Dawa qui y est très influente parmi la population qui est de religion musulmane à plus de 90%. Elle entretient une longue tradition de contrebande qui lui permet de faire vivre correctement ses fidèles. MBM aurait développé avec cette secte de nombreux trafics, notamment celui des armes et des véhicules tous terrains. Mais le groupe MBM, qui est plus proche du grand banditisme traditionnel que du combat politico-religieux, ne dédaigne pas se livrer à des trafics plus lucratifs (drogue, cigarettes, etc.), au racket et aux vols en tous genres. Au cours de l'hiver 2001-2002, MBM a reçu la visite du Yéménite Imad Abdelwalid Ahmed Alwan, un coordinateur d'Al-Qaeda. Ce dernier, arrivé en Algérie en mars 2001 a visité la région sahélienne en mission d'exploration puis est remonté dans la wilaya de Batna où il a été tué le 12 septembre 2002 lors d'une embuscade tendue par les forces de sécurité.

MBM s'était fait connaître internationalement pour la première fois en 2000, lorsque le rallye Paris-Dakar avait dû annuler une étape en raison de la menace qu'il représentait. Mokhtar Ben Mokhtar développe une certaine indépendance vis-à-vis de la direction du mouvement. C'est pour cette raison qu'après la visite d'Imad Abdelwahid Ahmed Alwan, il a reçu en 2002 trois Saoudiens envoyés directement auprès de lui par Ben Laden afin de négocier l'arrivée de membres d'Al-Qaeda dans la région qu'il couvre.

En 2003, un autre groupe dirigé par Ammari Saïfi dit « Abderrazak le para » a eu les honneurs de l'actualité en négociant la libération de 32 touristes occidentaux enlevés dans le sud-algérien. Tarek Ibn Ziad, son adjoint a ensuite également menacé, début 2004, le rallye Paris-Dakar. Pourtant, la zone d'activités de ce groupe se situe à l'origine beaucoup plus au nord : la « 5<sup>e</sup> région » de Batna, Setif et Tebessa dans les Aurès. La majeure partie des troupes d'Abderrazak le para aurait donc poussé vers le sud, après le déclenchement d'une guerre interne au GSPC.

En effet, comme le groupe MBM, il semble que cette guérilla revendique une grande indépendance vis-à-vis de la direction du mouvement. Pour preuve, en 2001, Abderrazak alors considéré comme le second d'Hassan Hattab, s'est bien gardé de lui présenter l'envoyé de Ben Laden, le Yéménite Abdelwahid Ahmed Alwan arrivé en mars, jugeant qu'il était assez qualifié pour gérer les rapports du GSPC avec Al-Qaeda. Par contre, il l'a laissé aller rencontrer Mokhtar Ben Mokhtar. Déjà, depuis 1998, Abderrazak assurait la liaison avec Abou

Koutada, le représentant officiel de Ben Laden en Europe. Il a connu par la suite le chef opérationnel d'Al-Qaeda : Mohamed Atef, alias Abou Hafs Al-Masri. Un autre fait très important : à la mi-2003, son groupe et celui de MBM sont restés neutres lors d'affrontements survenus entre le GSPC et les forces de l'ordre en Kabylie, obligeant même Hassan Hattab à rechercher ailleurs, particulièrement auprès d'islamistes marocains, un appui logistique en armes et munitions. Pourtant, à la même époque, Moktar Ben Moktar livrait des armes directement au maquis d'Abderrazak dans la région de Tébessa.

Il est aisé de déduire de ces faits que les deux hommes ont conclu un pacte d'alliance bi-polaire. Si Abderrazak en est plutôt le représentant « politique » - il se rêve en « émir du Sahel » - MBM en est l'opérationnel. Cette alliance n'est certainement pas étrangère à l'éviction d'Hassan Hattab. La prise d'otages de touristes occidentaux en 2003, qui était une opération conjointe, leur aurait rapporté 5 millions d'euros, ce qui équivaut à un quart du budget annuel de la défense du Niger. Cette manne financière a permis à ce que l'on peut appeler la « branche saharienne » du GSPC, de s'équiper en véhicules tous terrains et en équipements divers dont des téléphones satellitaires et des GPS.

Cependant, ce succès n'a été que de courte durée car, fin décembre 2003, une centaine de combattants dépendant vraisemblablement d'Abderrazak le para, sous la pression des forces armées algériennes appuyées par les Américains, ont été obligés de quitter l'Algérie pour fuir au Mali à bord d'une vingtaine de véhicules. Poursuivis en janvier par les forces maliennes également renseignées par les Américains, ce groupe s'est vraisemblablement scindé en deux. Une partie est rentrée en Algérie où elle a été détruite, après avoir été localisée par les Américains. Les hommes emmenés par Abderrazak le para sont passés au Niger où il s'en sont pris à un groupe de touristes. Suivis de près par des éléments de l'armée nigérienne dans la région désertique de Diffa, six véhicules sont toutefois parvenus à franchir la frontière du Tchad, début mars, mais ils se font fait décimer par les forces tchadiennes. 49 combattants ont été tués et 5 faits prisonniers. La capture, le 16 mars, d'Abderrazak le para et de neuf terroristes - dont cinq Nigériens - a été annoncée par les rebelles du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) qui tentent de négocier leur « livraison » aux autorités allemandes ou algériennes. Au moment où est écrit ce chapitre, il est question de l'extradition de l'intéressé vers l'Algérie.

Concernant la présence d'Al-Qaeda au Mali, un indice intéressant a été relevé en 2002 : l'arrivée de « prédicateurs » pakistanais et afghans dans les localités de Kidal et Tessalit. Il s'agirait là de « l'avant-garde » d'Al-Qaeda. L'ancien fief de la rébellion touareg du Mali, l'Adrar des Iforas et la ville de Kidal semblent être devenu des lieux de rassemblement pour nombre de Djihadistes internationaux qui y seraient accueillis par les membres de la secte Dawa. La zone d'El-Khalil, située à 140 kilomètres au nord de Tessalit serait, selon les services secrets algériens, une zone de non droit. Pour cette raison, les forces algériennes y effectuent régulièrement des incursions à la poursuite de terroristes.

En dehors de l'équipée du commando du GSPC décrite plus haut, des accrochages sérieux ont eu lieu au début avril à l'ouest de Tessalit dans la région de Timteghen entre l'armée malienne et d'autres éléments du GSPC. Il y aurait eu des pertes conséquentes des deux côtés. Les membres du GSPC semblaient être en transit, voulant rejoindre région de Taoudenni, à proximité de Tombouctou, où des camps auraient été installés depuis quelques temps. Une inquiétude supplémentaire est apparue : des anciens militaires maliens, connaissant parfaitement la région, auraient rejoint les groupes épars du GSPC.

En réponse à ces menaces, à la fin 2003, des membres des forces spéciales américaines ont débarqué sur l'aéroport de Gao et se sont installés dans la région comme à Tombouctou où ils entraînent la 512<sup>e</sup> Compagnie d'infanterie motorisée. Ils devraient également être bientôt présents dans la ville de Kidal. Les militaires français n'ont pas tardé à les suivre débarquant discrètement du matériel à Gao au début mai 2004.

Au Niger, les cheikhs ont le vent en poupe à Niamey. Ils ouvrent des écoles religieuses - madrasas - où les fidèles apprennent l'arabe et les vertus du rigorisme fondamentaliste. Des médias se livrent à de la propagande. La radio islamique Bonferey FM, « La voix qui porte loin » est actuellement une station très populaire. Le journal As Salam, publié en français, tient des propos souvent incendiaires. Les partis politiques d'obédience religieuse restent cependant interdits, mais des associations prennent le relais. Dans un des pays les plus pauvres du monde, les islamistes remplacent souvent les institutions

gouvernementales défectueuses. Au sud du pays, la contagion nigériane (zone où la charia est appliquée) a gagné les régions limitrophes dont celle de la ville de Zinder. Le Niger, très conscient de l'influence néfaste que peuvent entretenir certains imams, a d'ailleurs expulsé de nombreux prédicateurs étrangers en 2002 et 2003, notamment des Pakistanais, des Afghans et des Syriens.

En Mauritanie, le Front Polisario, qui compte encore quelques 10 000 combattants, est actuellement en pleine mutation, ce qui tend à le transformer en un rassemblement de groupuscules mafieux incontrôlables. Son idéologie marxiste léniniste est remplacée peu à peu par l'intégrisme islamique apporté par de nouvelles recrues ayant fait leurs études dans des écoles coraniques en Algérie, au Soudan, au Yémen ou en Arabie saoudite. Pour subvenir à ses besoins, une partie importante de ces groupes se livre à différents trafics au profit d'autres mouvements islamiques. C'est de cette manière qu'une partie importante de l'aide humanitaire est dilapidée. Parallèlement, un groupe de militaires rebelles mauritaniens appelés les « cavaliers du changement », aurait fait alliance avec le GSPC. Des Djihadistes internationaux, revenus d'Afghanistan selon les consignes données par Ben Laden à la fin 2001, apportent leurs compétences techniques, tactiques et religieuses.

Les Américains estiment que des éléments de la « branche saharienne » du GSPC se développent peu à peu au Sahel, recrutant des militants dans les pays où il s'implante. Pour le moment, le nombre des activistes s'élèverait à environ 200 personnes. Le GSPC n'est pas le seul mouvement armé à fréquenter le Sahel. En effet, des séparatistes touareg algériens sont toujours présents à cheval sur les frontières, même si le problème a été réglé en 1999 au Niger après le désarmement des militants de l'Union des Forces de la Résistance Armée et au Mali en 2001. De tous temps, les tribus touareg ont revendiqué leur liberté vis-à-vis de tout pouvoir central. Cependant, au début 2004, soucieux de maintenir leur tranquillité durement acquise, des notables touareg du Mali auraient fait comprendre aux islamistes internationaux qu'ils n'étaient plus les bienvenus au nord du Mali. A noter que les forces de sécurité maliennes présentes dans la zone sont constituées, au moins pour moitié, de membres de tribus touareg.

Des éléments du Groupe Marocain de la Prédication et du Combat (GMPC) et une partie du Front islamique marocain auraient rejoint le Sahel, fuyant la répression initiée au Maroc après les attentats de Casablanca. En outre, des bandes armées fortes de quelques dizaines d'individus relevant du grand banditisme et de la tradition de la « razzia » continuent, comme par le passé, à écumer le Sahel, à la recherche de rapines, d'enlèvements et d'autres méfaits traditionnels.

La région sahélienne présente des avantages et des inconvénients pour les plans d'Al-Qaeda. La zone est immense, les possibilités de caches importantes, elle est peu peuplée, les frontières sont interminables et imperceptibles, les trafics omniprésents permettent de se ravitailler relativement aisément. Suite aux diverses opérations antiterroristes déclenchées par les Etats-Unis, l'anti-américanisme croît tous les jours au sein des populations, notamment au nord du Nigeria où la jeunesse est gagnée par la « Ben Ladenmania ». En général, les fondamentalistes bénéficient d'une certaine bienveillance des populations musulmanes déshéritées du Nigeria et du Sahel. En effet, dans de nombreux cas, ils fournissent une certaine justice là où il n'y en a pas. Ils prodiguent également des soins médicaux élémentaires et, parfois, offrent une aide alimentaire quand les programmes d'aide ont échoué.

Au nombre des désavantages : le climat est extrêmement rude ; les populations locales – koulak, ifora, touareg ou peule – se montrent en général réservées vis-à-vis de l'extrémisme religieux, préférant les solidarités ethniques et claniques ; en effet, l'idéologie salafiste a peu de prise sur l'islam soufiste et traditionaliste pratiqué au Sahel ; les surveillances aériennes à l'aide de moyens modernes sont relativement facilitées par le terrain ; en cas d'accrochage, les éléments « rebelles » sont le plus souvent peu nombreux (moins d'une centaine), équipés de véhicules légers non blindés et d'armements d'infanterie

---

<sup>1</sup> L'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad, le Front populaire de libération de l'Azawad, le Front islamique arabe de l'Azawad, le Mouvement populaire de l'Azawad (région située au nord-est du Mali).

qui excluent toute arme moderne (missiles sol-air ou anti-chars portables) ; les Américains<sup>1</sup> et les Français sont de plus en plus présents dans la zone et coopèrent étroitement avec les autorités nationales. Enfin, les mouvements d'opposition officiels en Mauritanie et au Nigeria ne semblent pas encore prêts à conclure des alliances opérationnelles avec le GSPC. C'est pour toutes ces raisons qu'Al-Qaeda recherche également d'autres points de chute, particulièrement en Extrême-Orient.

## **Les autres implantations d'Al-Qaeda en Afrique**

### *Maroc*

Le 16 mai 2003, plusieurs attentats simultanés ont lieu à Casablanca causant la mort de 43 personnes. Les autorités les attribuent au le Groupe islamique combattant marocain (GICM) - qui est aussi responsable des attentats de Madrid de mars 2004 - dirigé par Mohamed el Guerbouzi. Plus de 900 personnes sont arrêtées dans la foulée dont le citoyen français Richard Robert dit « l'émir aux yeux bleus ». Un de ses compagnons de route attire l'attention des services spécialisés : Mohamed Nekkaoui. Il a vécu de longues années en France avant de rejoindre clandestinement son pays d'origine. Un des principaux responsables des attentats de Casablanca, Abdlekarim Mejjati, serait aussi l'organisateur des attentats de Madrid. L'idéologue du mouvement, Mohamed Fizazi, un ancien instituteur ayant prêché à la mosquée de Hambourg à de nombreuses reprises où il a eu l'occasion de rencontrer certains kamikazes du 11 septembre 2001, a été condamné à 30 ans de prison pour sa participation aux attentats de Casablanca.

Un autre mouvement, plus connu dans le passé est le Salafiya al-Djihadia ; il serait également affilié à Al-Qaeda. Son chef, Cheikh Mohamed El Becheri a été assassiné en 1999 et son successeur n'est pas connu. Ce mouvement a apporté son soutien à Al-Qaeda qui programmait des attentats contre des navires de l'OTAN croisant dans le détroit de Gibraltar au printemps 2002. Ces actions ont pu être déjouées grâce à des déclarations de prisonniers de Guantanamo. Un des principaux inculpés dans cette affaire est le Saoudien Zouhair Hilal Mohamed Tabiti qui reconnaît avoir rencontré Ben Laden en 2000 en Afghanistan. En fait, Salafiya al-Djihadia serait la dénomination de la branche locale du GICM.

Il existe au Maroc plus d'une dizaine d'autres mouvements intégristes actifs. Il est probable que, attirés par la médiatisation des deux premiers cités, entreront en contact avec eux et viendront grossir leurs rangs.

### *Algérie*

En Algérie, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) d'Hassan Hattab a été l'un des premiers à faire allégeance à Ben Laden, mettant ses réseaux européens, notamment en France, en Belgique, en Italie et en Espagne, à la disposition d'Al-Qaeda. Un nouvel émir est apparu à l'été 2003 : Nabil Sahraoui. Il s'est déclaré favorable à « l'exportation de la révolution ». Il a d'autre part officiellement reconnu l'autorité d'Al-Qaeda. Sahraoui a été tué par les forces de sécurité en 2004. Alger accuse par ailleurs Al-Qaeda de participer directement aux combats aux côtés du GSPC dans les régions de Bourmèdes/Tizi Ouzou/Bouira, de Batna et de Tebessa.

L'Europe occidentale semble avoir été sous-traitée au GSPC par Ben Laden. Les militants maghrébins s'y intègrent plus facilement que des Saoudiens, des Pakistanais ou des Yéménites. Les réseaux, actuellement discrets en raison de la lutte antiterroriste déclenchée depuis 2001, sont nombreux et conservent une capacité de nuisance extrêmement importante. S'ils ne passent pas à l'action directe aujourd'hui, c'est pour être encore plus efficaces demain.

---

<sup>1</sup> La présence américaine est de plus en plus importante. Une station d'écoutes a été installée près de Tamanrasset. L'aéroport est en cours d'agrandissement. Des membres des forces spéciales forment et appuient les forces de sécurité tchadiennes, algériennes, mauritaniennes, maliennes et nigériennes dans le cadre du plan " Pan Sahel " financé à hauteur de 125 millions de dollars pour cinq ans.

## Tunisie

Trois groupuscules terroristes sont proches de la nébuleuse Al-Qaeda :

- le mouvement le plus connu est En Nahda de Rached Ghanouchi, actuellement en exil à Londres. Peu actif sur le plan opérationnel en Tunisie, il continue d'appuyer la révolution islamique internationale, via la diaspora tunisienne. Ainsi, des membres d'En Nahda ont participé au complot qui a amené la mort du commandant Massoud en Afghanistan. Les ordres venaient directement de l'organisation Al-Qaeda. Comme le GSPC algérien, ce mouvement peut être considéré comme un de ses « affiliés » ;
- le Harakat Al Ansar Al Islamiya est un groupuscule pro-iranien très présent dans les universités tunisiennes. Cependant, il n'a revendiqué aucune action armée depuis 1991 ;
- le El Jabha El Islamiya Ettounsia, dont le chef Ali Ben Tahir est actuellement incarcéré en Tunisie, aurait apporté un soutien logistique au GIA algérien. Il aurait également aidé Al-Qaeda lors de l'attentat de Djerba le 11 avril 2002.

## Libye

En Libye, longtemps, Al-Qaeda a entretenu des liens avec l'organisation Jamaa al Islamiya al-Muqatila (groupe combattant libyen), dirigée par Abou Abdallâh Saddik, opposant au régime de Kadhafi. Farj Hassan - alias Anas Al-Liby - un des responsables de Al-Qaeda en Europe, arrêté en mai 2002 à Londres, est issu de ses rangs. Ce mouvement a même tenté d'attenter à la vie du président Kadhafi en novembre 1996. Ce fait explique la « coopération active » mais discrète de Tripoli dans la chasse à Al-Qaeda.

## Egypte

De nombreux cadres d'Al-Qaeda en proviennent de ce pays historique de l'islamisme pur et dur. Les deux mouvements principaux sont :

- le Djihad Islamique, mouvement issu des Frères musulmans, est connu pour l'assassinat du Président Anouar el-Sadate en 1981. Le Djihad Islamique est membre à part entière du « *Front Islamique Mondial pour le Djihad contre les Juifs et les Croisés* » créé par Ben Laden. Pendant un temps, il a eu pour chef le Docteur Zawahiri, le n°2 d'Al-Qaeda. Ses 3 000 activistes sont implantés dans la région du Caire et en Haute Egypte ;
- le Gama'a al-Islamiya. Apparue à la fin des années 70, son leader spirituel est le Cheikh Omar Abdel Rahman, emprisonné aux Etats-Unis. Il est responsable de l'attaque contre des touristes à Louxor le 17 novembre 1997 (57 morts). Ce mouvement a déclaré un cessez-le-feu le 2 avril 1999. Cependant, il agit actuellement en profondeur, recrutant et réorganisant des réseaux dans l'ensemble de l'Egypte. Il s'est officiellement désolidarisé d'Al-Qaeda. En octobre 2003, Le régime égyptien a libéré le leader de la Gama'a al-Islamiya Karam Zuhdi, responsable de l'assassinat du président Sadate, en prison depuis 22 ans. Celui s'est repenti de ses crimes et a dénoncé les actes de Ben Laden et a renoncé à la violence. Avec lui, 1 000 autres membres de son mouvement ont retrouvé la liberté...

## Soudan

Le « Jammât e-Djihad Eritrea » est considéré comme un mouvement associé à Al-Qaeda depuis que son chef politique, le Cheikh Arara, a connu Ben Laden lors de son séjour dans le pays de 1992 à 1996. Leur officier de liaison serait un certain Mohammed al-Kheir.

Le vieux leader islamique, Hassan Al-Tourabi, encore président du « congrès populaire », avait été libéré après presque trois ans de maintien en résidence surveillée. Il a été réincarcéré à la fin mars 2004, soupçonné par le régime du président Omar Hasan al Bachir, d'avoir voulu participer à un putsch. Etant donné sa position très surveillée, il est peu probable qu'il ait maintenu des contacts avec Ben Laden.

## Ethiopie

Al-Qaeda entretient des liens avec le Jamaat ul-Itisam Bilkitaab Wassuna (Union islamique des moudjahidines d'Ogaden), mouvement qui est également solidement implanté en Somalie occidentale.

### *Somalie*

Al-Qaeda a formé militairement le Al-Itihaad al-Islamiya (Unité de l'Islam) dans les années 1992-1993. Ce mouvement a son repère dans le nord-est du pays, opérant depuis la région semi-autonome du Puntland. Ce mouvement pourrait avoir apporté son soutien logistique aux attentats dirigés contre des Israéliens au Kenya, à l'automne 2002.

La Somalie est un pays qui ne produit presque rien et pourtant, Mogadiscio est devenue une plate-forme internationale d'import-export, particulièrement dans les domaines de l'électronique, des armes et des pierres précieuses. Il est donc logique que de nombreux trafics au profit du financement d'Al-Qaeda s'y soient déroulés, en particulier à partir du port de Bosaso.

### *Kenya*

Au Kenya est implantée une importante communauté yéménite et pakistanaise. Elle est active dans la banque, le commerce, le tourisme. Elle a même des députés au parlement kenyan. Cette communauté est encadrée par des radicaux comme le Cheikh Ali Shee, président du « Council of Imams and Preachers of Kenya » ou le Cheikh Khalid Balala. Cependant, ces deux imams rejettent officiellement la violence. La logistique d'Al-Qaeda se dissimulerait derrière des ONG. Le groupuscule appelé « l'Association unifiée des musulmans », dont le chef Rachid Sajad a fait allégeance à Al-Qaeda en 1998, peut également apporter son aide. L'apparition de l'organisation dans ce pays date de 1994 avec la visite du chef opérationnel de l'époque : Mohamed Atef. Cette présence a abouti aux attentats de 1998 contre les représentations diplomatiques américaines de Nairobi et de Dar-es-Salam en Somalie. Les attentats contre des touristes israéliens du 28 novembre 2002 sont également à imputer à Al-Qaeda.

**Alain Rodier**

## LES MOUVEMENTS ISLAMISTES DU SUD-EST ASIATIQUE

Philippe Raggi

Depuis septembre 2001, une montée en puissance certaine des mouvements terroristes islamistes s'observe en Asie du Sud-Est. Après la défaite des Taliban en Afghanistan, plusieurs milliers de radicaux islamistes, ayant échappé aux mailles du filet tendu par les Américains, ont trouvé refuge dans différents pays d'Asie du Sud-Est.

Pourquoi ces pays ? Comme le signale John Gershman, dans la livraison de juillet/août 2002 de *Foreign Affairs*, ce choix réside dans la conjonction de plusieurs facteurs :

- ce sont des Etats fortement touchés par la crise financière puis économique de 1997 ;
- ils ne sont pas en mesure de faire respecter totalement la loi et l'ordre sur l'ensemble de leur territoire ;
- certains de ces Etats pratiquent une discrimination à l'égard de quelques franges de leur population.

Mais si ces trois conditions sont peut-être nécessaires, elles ne sont pas en tout cas suffisantes pour faire de certains pays le nid et le refuge des terroristes transnationaux d'Al-Qaeda. En effet, si l'Asie du Sud-Est est devenue le second front de la lutte contre le terrorisme, c'est essentiellement parce que les pays concernés recèlent sur leur territoire respectif - et ce depuis fort longtemps - des mouvements d'inspirations islamistes à même de prêter aide, refuge et main-forte aux hommes d'Al-Qaeda, ou encore de se servir de ce "label" pour donner une ampleur médiatique mondiale à leurs actions locales.

Cette région d'Asie du Sud-Est est donc devenue, à compter du 11 septembre 2001, le second front dans la lutte engagée contre le terrorisme islamiste. Ainsi, les Etats-Unis intervenaient aux Philippines aux côtés des forces armées de Manille fin janvier 2002 dans le cadre de l'exercice *Balikatan 200* ; ainsi, étaient arrêtés plusieurs dizaines de militants radicaux tant en Malaisie qu'à Singapour et aux Philippines. A ce sujet, notons que l'Indonésie n'avait, avant les attentats de Bali et de Manado, pratiqué aucune arrestation tangible dans les milieux islamistes.

Ce sont quelques-uns de ces mouvements islamistes nous nous proposons de d'étudier dans ce chapitre, afin de permettre aux lecteurs de comprendre quelques événements passés, présents et futurs dans cette région stratégique pour le terrorisme d'inspiration wahhabite (Hassan al-Banna) ou salafiste (al-Mawdudi).

### Les Philippines

Sam Brownback, un sénateur américain, siégeant à la commission des Affaires étrangères, déclarait en 2001 que les Philippines seraient "la prochaine cible après l'Afghanistan". D'ailleurs l'intervention militaire américaine du début de l'année 2002, devait s'appeler *Enduring Freedom-Philippines*.

Ce nouveau théâtre de la lutte antiterroriste se situe au Sud des Philippines, entre l'île de Mindanao et l'Etat malaisien du Sabah, au nord de Bornéo. Entre ces deux terres, distantes d'environ 300 kilomètres, un chapelet d'îles : l'archipel des Sulu. Dans cette région vit une concentration de musulmans sunnites, de l'école shaféite, qui se range sous la bannière du "peuple Moro". Les Moros regroupent ces musulmans du sud des Philippines qui ont été ainsi dénommés par les Espagnols au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Les musulmans philippins ne représentent que 5 millions d'individus sur les 80 que compte les Philippines. Ils ne constituent pas une véritable unité puisqu'ils regroupent une dizaine de groupes ethnolinguistiques, peu solidaires entre eux.

A quelle menace avons-nous donc affaire ? Trois mouvements occupent la scène et mobilisent aujourd'hui à eux seuls près de 5 000 soldats philippins, sans compter les 12 000 membres des Unités géographiques des forces armées citoyennes (UGFAC) et des Organisations de volontaires civils (OVC).

Le premier et le plus ancien de ces mouvements est le MNLF, le Front Moro National de Libération. Il est également la matrice des deux autres. Créé en 1969 par Nur Misuari, le MNLF, dispose d'une branche armée, la Bangsa Moro Army. Elle comptait, dans ses " grandes heures " (années 90) environ 14 000 combattants. Le 2 septembre 1996, sous la présidence de Fidel Ramos, le MNLF entamait un processus de négociation avec le gouvernement de Manille et devenait le grand mouvement politique du sud des Philippines. Nur Misuari fut même, pendant une période, gouverneur de quatre provinces de la Région autonome de Mindanao musulmane (ARMM). Près de 7 500 guérilleros ont été intégrés dans les Forces armées philippines (AFP).

Cependant, des différends politiques - l'opposition de Manille à sa réélection - pousseront Misuari à reprendre la guerre contre le gouvernement. En exil volontaire, ce dernier fut arrêté en novembre 2001 par les autorités de Malaisie, puis transféré dans son pays d'origine et jugé pour rébellion. L'entente cordiale avec le Manille aura duré moins de cinq ans et la lutte armée du MNLF continue, malgré la l'incarcération de son chef. Peu rancunier, Misuari appelait, début février 2004, les musulmans philippins à voter pour la présidente Arroyo lors des élections présidentielles.

Second mouvement, le Front Moro Islamique de Libération (MILF) est né d'une scission au sein du MNLF, lors des négociations avec le gouvernement Philippin en 1978. Appelé en un premier temps " Nouveau-MNLF ", il a pris le nom de MILF en 1984. Ce mouvement est plus " islamique " que le MNLF. Hashim Salamat, son chef - qui fut membre fondateur du MNLF - a étudié non seulement à l'université Al-Azahr du Caire, dans les années 60 - où il se lia aux Frères musulmans - mais aussi au Pakistan où il fut influencé par Mawdudi du Parti Jamaat i Islami.

Le MILF compte 30 000 membres, dont 15 000 combattants intégrés au sein des Forces armées islamiques Bangsamoro (BIAF). Plusieurs milliers sont passés par le théâtre afghan et les camps d'entraînement gérés par les services pakistanais (ISI). Cela fait du MILF le plus important mouvement insurrectionnel de la région de Mindanao. En février 2000, une dizaine de consultants militaires saoudiens étaient par ailleurs présents à Mindanao ; et l'on avance même l'existence sur le territoire saoudien de camps d'entraînements destinés aux Moros. Le MILF reçoit, par le biais d'organisations islamiques, des subsides venant de Malaisie, du Pakistan et du Moyen Orient. Des tentatives de négociations à l'initiative du Gouvernement de Macapagal Arroyo ont été entreprises courant 2002, mais elles se sont soldées par des échecs. Le mot compromis n'existe pas dans le vocabulaire du MILF ; son objectif est l'indépendance de l'Etat islamique moro, ou la mort.

Troisième mouvement, comptant près de 1 000 combattants, encore plus intransigeant et radical dans son interprétation de l'islam : le groupe Abu Sayyaf. Très médiatisé par ses enlèvements et ses décapitations d'otages, ce mouvement fut créé par Abdurajak Janjalani en 1991. Toutefois, il existait déjà en tant qu'organisation de prédication depuis 1972, à l'initiative de missionnaires iraniens envoyé par Khomeyni. Abu Sayyaf est dirigé depuis 1998 par Khaddafy Janjalani, un des frères du fondateur depuis la mort de celui-ci, le 18 décembre 1998.

Le dessein du groupe Abu Sayyaf est l'établissement d'un Etat islamique à Mindanao. Il est financé - entre autres - par l'Iran, par le Pakistan et ses services, et reçoit également un soutien significatif de la Libye. On se souvient du rôle joué par Tripoli lors de la libération des otages de Jolo, en 2000. Plusieurs dizaines de membres d'Abu Sayyaf sont passés par le théâtre afghan et le groupe est très bien équipé, tant en moyens de communication qu'en armement : canons ZSU-23-2, mortiers, armes antichar, fusils d'assaut, etc. Il est donc en mesure de causer des dégâts importants et de susciter l'inquiétude.

Les membres du groupe Abu Sayyaf sont des activistes " agissant pour le seul profit, mais qui adoptent des postures idéologiques et politiques ; (...) ce n'est pas un mouvement politique avec un sérieux agenda politique ", laisse entendre Eric Gutierrez de l'*Institute for*

*Popular Democracy*. S'attaquant à des civils innocents, dont des musulmans, Abu Sayyaf peut difficilement se présenter comme un mouvement politico-religieux. Par ailleurs, s'attaquant à des non-combattants, il ne peut se targuer du titre de mouvement de guérilla. Abu Sayyaf considère pourtant que toutes ses actions (kidnapping, terrorisme, meurtres, etc.) sont en accord avec l'islam, et que l'extinction des non-croyants est un des chemins menant vers Allah<sup>1</sup>. Cependant, dans les faits, Abu Sayyaf agit avant tout pour des bénéfices davantage financiers que purement politiques et le groupe n'apporte aucune aide aux populations musulmanes locales pour lesquelles il est sensé se battre. C'est donc une bande criminelle utilisant un discours islamiste radical pour rallier des sympathies et obtenir des aides étrangères afin de payer ses recrues.

Etant prêts à tout pour de l'argent, les membres d'Abu Sayyaf peuvent servir de sous-traitant ou de base de repli pour des organisations terroristes étrangères, tant dans le sud des Philippines qu'en Asie du Sud-Est en général. Après son arrestation au Pakistan le 1<sup>er</sup> mars 2003, Khaled Cheik Mohammed, numéro trois présumé d'Al-Qaeda, avouait avoir vécu aux Philippines dans les années 1990 et disposait encore sur le terrain des "partenaires philippins" selon le ministère de la Défense philippin.

Existe-t-il des liens entre ces trois organisations et Al-Qaeda ? L'amiral américain Denis Blair, commandant en chef américain pour le Pacifique, déclarait, le 3 décembre 2001 " nous assistons à un accroissement de preuves sur des liens potentiels entre Abu Sayyaf et Ussama Ben Laden ". Plus concrètement, il est avéré que le groupe Abu Sayyaf a reçu des subsides conséquents par le biais d'organisations caritatives islamiques comme l'Internatiobnal Islamic Relief Organization et par l'entremise de Mohammed Jamal Khalifa, beau-frère de Ben Laden. Par ailleurs, on sait qu'un agent d'Al-Qaeda, Ramzi Yusef - arrêté au Pakistan et jugé aux Etats-Unis depuis - est venu aux Philippines en 1994 pour entraîner les Abu Sayyaf. Quant aux liens entre le MILF et Al-Qaeda, ils sont probables mais non certains. Le MNLF quant à lui, n'a pas encore totalement renoncé à d'éventuels accords avec Manille ; il est donc plus en retrait sur cette question des liens avec le terrorisme international islamiste.

Là où la chose se complique, pour l'observateur, c'est que d'une part les trois organisations travaillent parfois les unes avec ou pour le compte des autres, et que d'autre part, on a de plus en plus de difficultés à distinguer qui est qui et qui fait quoi dans ces manifestations violentes relevant du banditisme, du terrorisme, et parfois même de la manipulation par certaines franges de l'armée philippine.

## La Thaïlande

La Thaïlande compte, près de 8% de musulmans sunnites sur ses 62 millions d'habitants. Regroupés essentiellement dans cinq provinces du Sud du pays (Songkhla, Satun, Yala, Pattani et Narathiwat), à la frontière avec la Malaisie, cette population en grande partie d'origine malaise<sup>2</sup> a vu émerger des mouvements séparatistes musulmans dès l'annexion par la Thaïlande de plusieurs sultanats malais, dont celui de Pattani, en 1902.

Les habitants de cette région se sentent différents et déconsidérés par rapport au reste des citoyens. Dans ce contexte, des mouvements d'inspiration islamiste ont émergés. Il convient de s'intéresser à plusieurs d'entre eux, que l'on retrouve au cœur des événements qui ont agité le sud du pays au printemps 2004.

- Le BNPP, Barisan Nasional Pember-Basan Pattani, créé en 1959, dont le but est la sécession d'avec la Thaïlande et le rattachement à la Malaisie. Depuis le début de l'année 2004, le BNPP (ou BIPP) a quasiment cessé ses activités terroristes, mais il reste cependant très engagé dans sa participation à l'activité politique en Malaisie. Son quartier général se trouve d'ailleurs de l'autre côté de la frontière.

- Le BRN, Barisan Revolusi Nasional, apparu en 1960, s'est scindé en trois groupuscules peu après sa création (la Coordination BRN, le BRN Uram et BRN Congress) ; le plus important

<sup>1</sup> Cf. Eric Gutierrez : " Rebels, Warlords and Ulama ", Institute for Popular Democracy, Quezon City, Kristina Gaelan et Mara Stankovitch éditeurs, 2000.

<sup>2</sup> Merliza Makinano : " Terrorism as a threat to national security ", OSS Working Paper, 1997.

<sup>3</sup> Il faut distinguer les Thaï-Malay (d'origine malaise) des Thaï-Muslims (d'origine Cham) dans le centre et le nord du pays.

d'entre eux étant le " Congrès du BRN ", dirigé par Rosa Burako, assez actif militairement mais aussi politiquement. Son QG se trouve lui aussi, en Malaisie.

- Le BNP, Mouvement Pattani Mujahideen, créé en 1985, dont la plupart des membres viennent du BNPP. Son but est de regrouper les différents mouvements de résistance en une seule entité. Basé en Malaisie, le BNP n'est pas vraiment très florissant et son action se confine essentiellement à l'activité politique en Malaisie.

- Le PULO, Pattani United Liberation Organization, apparu en 1968, est probablement le plus actif et le plus important des mouvements musulmans terroristes. Créé par Tuanku Biyo Kodoniyo, le PULO se scindait en deux factions fin 1992, donnant naissance au PULO Leadership Council - appelé plus tard Abu Jihad PULO, dirigé par A-rong Muleng - et au PULO Army Command Council de Hayihadi Mindosali, avec sa branche militaire, l'armée Caddan. Des luttes intestines ont rendu, depuis 1992, le PULO presque inexistant en tant qu'organisation politique, mais quelques militants se sont regroupés et mènent toujours des opérations militaires dans le sud du pays. Leur QG se trouve en Malaisie.

- Le BERSATU, Front Uni pour l'Indépendance de Pattani, émerge véritablement en 1991, après une tentative en 1989 entre des membres du BNPP, du BRN Congress, et du nouveau PULO. Il mène conjointement des activités de guérilla (attentats contre des écoles et des symboles de l'autorité thaïe comme les bureaux de poste) et de politique (propagande). Le BERSATU souhaite la reconnaissance de l'identité musulmane en Thaïlande et en appelle à une intervention étrangère pour régler cette question.

- Un autre groupuscule a fait parlé de lui au début de 2004 : le Gerakan Mujahideen Islam Pattani (GMIP). Mais très peu d'éléments d'information existent sur ce mouvement. La seule chose connue est qu'il agit souvent avec le BRN.

Ces différents mouvements ne regroupent que quelques centaines d'individus - combattants compris - et ne sont pas encore intégrés dans l'internationale islamiste. " Pas encore ", car il faut noter que depuis quelques années, nous assistons à l'émergence d'une génération de musulmans thaïlandais ayant suivi des formations (religieuses et militaires) financées par l'Arabie saoudite, notamment dans des madrasas pakistanaïses. Cette génération est acquise aux idées plus orthodoxes et radicales, souhaitant la restauration de l'ancien sultanat de Pattani et l'instauration de la sharia. Les craintes d'attentats sur les lieux touristiques bien connus de Koh Samui ou de Phuket ne sont donc pas injustifiées, la situation actuelle de ces petits mouvements requerrant une grande attention.

### *L'incertitude sur l'origine des récents attentats dans le Sud*

Dans les premiers jours de janvier 2004, des actions violentes furent menées dans différents points des provinces du sud de la Thaïlande. Attribuées aux islamistes séparatistes, ces attaques choquèrent vivement la population thaï. Moins de deux mois plus tard, on apprenait par la bouche du Premier Ministre Taksin, que des membres du gouvernement ainsi que des militaires thaïlandais étaient plus ou moins impliqués dans l'affaire.

Le samedi 4 janvier 2004, des bandes armées non-identifiées attaquaient 93 endroits du sud de la Thaïlande, faisant près de 40 morts (musulmans et bouddhistes). Les cibles (18 écoles détruites ainsi que des installations de la Police et de l'armée Thaï attaquées et volées) font penser que les auteurs sont issus des mouvements séparatistes musulmans connus (PULO, PULO Mai, BRN ; organisations ayant toutes leur base arrière respective en Malaisie), alors que depuis près de deux ans ces mouvements étaient en perte de vitesse, avec seulement 70 militants actifs recensés.

Dans l'éventail de ces attaques du mois de janvier, une a plus fortement focalisée l'attention des observateurs et des Thaïlandais en général : celle qui a eu lieu sur une caserne dépôt de l'armée royale. Quatre soldats thaïlandais y étaient tués ainsi qu'un moine bouddhiste (égorgé devant témoins). Cette attaque a permis aux assaillants de dérober un grand nombre d'armes (300 fusils d'assaut, 40 pistolets, 2 M-60) ainsi que des munitions.

La Police thaïlandaise suit particulièrement le Gerakan Mujahideen Islam Pattani (GMIP, le Mouvement des Mujahiddines de la Pattani Islamique) et ses chefs Jehbumae Buteh et Nai Cigu Maah Gootay. Une récompense d'un million de bath a été promise à toute

personne qui donnerait aux autorités des informations conduisant à leur arrestation. Ce mouvement est un nouveau venu parmi les groupes armés islamistes séparatistes opérant dans cette zone. Peu d'informations circulent au sujet de ce groupe, dont on ne connaît clairement ni les effectifs, ni les racines idéologiques et financières véritables, ni les liens qu'il pourrait avoir avec d'autres mouvements transnationaux comme la Jemaah Islamiyah ou encore Al-Qaeda.

De nombreuses questions restent posées suite à ces attaques de janvier 2004 menées dans près de 20 districts des provinces de Yala, Narathiwat et de Patani (proches de la frontière avec la Malaisie), sous Loi martiale depuis le 6 janvier. Si les soupçons se sont tournés immédiatement vers les mouvements séparatistes musulmans locaux, d'autres hypothèses apparaissent pourtant, ne disculpant pas pour autant les premiers, mais développant autrement les motifs réels des attaques.

Le 11 février, le petit poste de police d'Ayer Weng, non loin de la frontière avec la Malaisie, était attaqué<sup>1</sup>. Le 23 mars, une bombe explosait à Narathiwat non loin du lieu où se réunissaient les ministres thaïlandais de l'Intérieur et de la Défense et des représentants de l'administration locale. Le 27 mars, une bombe posée sur une motocyclette explosait, toujours à Narathiwat, détruisant un club nocturne assez volage, blessant 30 personnes. Le 30 mars, des hommes armés volaient de la dynamite, des détonateurs ainsi que 1,4 tonne de nitrate d'ammonium dans une carrière à Yala. Le 14 avril, des cheminots de la province de Patani découvraient une tentative visant à faire dérailler un train.

Mais c'est le 28 avril 2004 que survenait un fait surprenant dans ses modalités. Ce jour là, quinze postes de police, des postes de défense des villages, des bureaux de districts étaient simultanément attaqués par des hordes de séparatistes en furie, brandissant des machettes et pour certains des armes à feu. Ces attaques amenèrent une riposte immédiate de l'armée thaïe et l'on dénombrait au final 113 morts dont 108 civils. Une partie des assaillants s'étant réfugié non loin de Patani, dans la mosquée de Krue-Sae<sup>2</sup>, les soldats thaïlandais, après plusieurs heures de combats, anéantissaient les 32 insurgés fanatiques, s'attirant les foudres des observateurs patentés - tant locaux qu'internationaux - pour la "brutalité de leur attaque" ; la mosquée fut en effet partiellement détruite. Quant aux victimes, elles étaient jeunes, moins de 25 ans pour la plupart, curieusement toutes habillées de noir.

Le 21 février, le Premier ministre thaï, Taksin Shinawatra, formulait des soupçons à l'encontre de membres suspects de son gouvernement. *" Des représentants du gouvernement sont impliqués dans cette affaire [du mois de janvier], mais leur nombre, leur identité et le niveau auquel ils agissent n'ont pas encore été découverts "*, déclarait-il à la presse. L'armée thaïe croit, quant à elle, que les mouvements séparatistes musulmans sont derrière ces attaques, bénéficiant du soutien actif du KMM malaisien, un mouvement islamiste ayant des liens avec la Jemaah Islamiyah (JI). Des bulletins de renseignement thaïlandais et malaisiens avançaient que près de 100 combattants islamistes s'étaient d'ailleurs déplacés vers la frontière avec la Malaisie avec l'assistance du KMM.

En dehors de ces membres du gouvernement que fustige le Premier Ministre thaïlandais, il est également probable que des militaires thaïs eux-mêmes, puissent aussi être impliqués à un certain niveau dans cette affaire ; une situation trouble dans cette région ramenant l'armée au premier plan, tant politiquement que budgétairement. D'un autre côté, le percement du Canal de Kra<sup>3</sup> situé justement dans ces provinces du sud de la Thaïlande à majorité musulmane, n'est peut-être pas totalement étranger à cette situation d'insurrection globale.

Ainsi, d'autres acteurs, par exemple des personnes ayant des intérêts financiers menacés par cette construction, pourraient être impliqués. En effet, si le canal se faisait, de très nombreuses sociétés basées principalement en Malaisie voisine mais aussi à Singapour, se délocaliseraient pour s'installer autour du canal, en Thaïlande. Il est aisé de comprendre de la sorte, qu'une situation instable dans les alentours du futur Canal, profiterait à ceux ayant des intérêts menacés. Il est à noter que le gouvernement Thaïlandais a décidé de

<sup>1</sup> Vraisemblablement par des membres du PULO.

<sup>2</sup> Haut lieu de culte chiite local, bâti au XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> Qui implique fortement le Japon financièrement parlant.

construire, à l'instar d'Israël, un mur de sécurité le long de sa frontière avec la Malaisie, afin de couper les mouvements rebelles musulmans de leurs bases de arrière. Cette décision n'a pas soulevé d'objection de la part de Kuala-Lumpur.

Ce qui expliquerait également le regain de violences dans le sud de la Thaïlande depuis quelques mois – c'est de loin l'hypothèse la plus probante et la plus inquiétante – c'est une convergence d'intérêts conduisant les mouvements musulmans séparatistes thaïs d'une part et les puissants réseaux locaux du syndicat de la drogue d'autre part à s'allier et à mener des actions communes, effaçant la ligne de démarcation entre les bandes criminelles liées au trafic de drogue et les séparatistes terroristes. Depuis la " guerre contre la drogue " déclarée par le Premier ministre thaï au début de l'année, des relations se sont en effet forgées entre les gangs criminels, les militants islamistes et les séparatistes. Ces mouvements ont en effet un ennemi commun : le gouvernement central.

Le général Chaisit Shinawatra, chef d'état-major de l'armée de terre, estimait que les " extrémistes " enrôlaient des jeunes " en leur faisant penser que se baigner dans une eau sacrée les rend immortels " ; pour ce cousin du Premier ministre thaïlandais, les écoles coraniques (*ponoh*) enseignant la doctrine wahhabite font subir un véritable " lavage de cerveaux " à ces jeunes. Tous ces éléments expliqueraient la folie meurtrières et l'inconscience des assaillants se ruant, machette à la main, face à des soldats armés de fusils d'assaut et de fusils mitrailleurs.

Cette alliance entre les réseaux de la drogue et les mouvements séparatistes musulmans du sud de la Thaïlande, est loin d'être incongrue. Baignant dans l'illégalité, ces deux mouvances ne pouvaient que se rencontrer car elles partagent une même culture criminelle, et la " zone grise " du sud de la Thaïlande représente le terrain parfait pour mener le genre d'actions meurtrières observées depuis le début de l'année 2004. Cette partie de la Thaïlande qui annonce la péninsule malaise, a en effet deux large bande côtière l'une ouverte sur l'océan Indien à l'ouest et l'autre sur le golfe du Siam, à l'est ; c'est le terrain idéal pour l'établissement de nouvelles routes dans le trafic en tout genre, comme le souligne l'amiral Amornchot Sujirat, chef d'état-major de la 3<sup>e</sup> région maritime thaïe.

Par ailleurs, le 19 avril, sans grande attention des commentateurs internationaux, les ambassades du Pakistan et de Corée du Sud à Bangkok, tout comme les bureaux de Korean Air, de Philippines Airlines et de Kuwait Airways de la capitale thaïlandaise recevaient des lettres de menaces d'attentats émanant d'un groupe mystérieux nommé " Organisation d'outre-mer Jaune-Rouge " ; ces menaces d'attentats au gaz Sarin sont dirigées " à l'encontre de toutes les composantes de l'alliance américaine opérant en Irak ". Ces lettres en question, rédigées en anglais, transmises par courrier banal de l'intérieur même du territoire thaïlandais, étaient signées par un certain Mohammad M. Salah. En dehors des récipiendaires, plusieurs pays sont visés comme l'Australie, le Japon, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

## La Malaisie

Les mouvements islamistes thaïlandais évoqués ont des liens très forts avec les régions du nord de la Malaisie, notamment le Kelantan. La Malaisie est un des rares pays de la région à avoir adopté l'Islam comme religion d'Etat tout en n'appliquant pas la sharia. Les musulmans de ce pays représentent un peu plus de la moitié des 23 millions d'habitants. Nous nous limiterons, pour la Malaisie, à parler de trois mouvements islamistes les plus significatifs.

Le PAS, Partai Islam se-Malaysia (Parti Islamique Pan-malais) est un parti politique d'opposition et non un mouvement terroriste. Il regroupe en son sein des militants aux idées très puritaines, voire plutôt radicales en matière d'Islam. Le chef spirituel du PAS (*PAS's Murshid'ul Am*), Datuk Nik Aziz Nik Mat, est un adepte du déobandisme, une école de pensée islamique radicale très inspirée des thèses d' Hasan al-Banna. Son fils, Nik Adli, est un vétéran d'Afghanistan, qui fut arrêté en août 2001 en Malaisie en tant que chef présumé d'un groupe islamiste complotant, non seulement contre le Premier ministre de l'époque, Mohammad Mahatir, mais encore dans le but d'instaurer un Etat islamique regroupant la Malaisie, l'Indonésie et le Sud des Philippines. Le PAS a poussé, surtout depuis une dizaine

d'années, le parti de la majorité au pouvoir (l'UMNO) dans le jeu du " plus islamique que moi, tu meurs ". Et il est possible de dire que le PAS a gagné sur ce plan : Mahathir ne voulant pas se décrédibiliser islamiquement parlant, il a participé lui-même activement à ce jeu, allant jusqu'à déclarer que la Malaisie était " déjà un pays islamique ", soulevant l'émoi des minorités non-musulmanes, particulièrement du DAP (Democratic Action Party).

Parallèlement existe un groupe islamiste opérant, tant en Malaisie qu'en Indonésie, le KMM (Kumpulan Mujahideen Group) ou Groupe des moudjahidines malais. Au début 2002, 40 de ses militants étaient arrêtés pour attaques de banques, meurtres et kidnappings. L'ancien responsable de la branche " Prévention du terrorisme " aux Nations Unies, Rohan Gunaratna, certifiait en janvier 2002 que des liens militaires existaient entre le KMM et Al-Qaeda. Notons que des membres du KMM, comme Abdul Rahman, ont été entraînés dans des camps en Thaïlande, et que certains de ses membres ont été envoyés aux Moluques entre 2000 et 2001.

Mais, c'est un autre mouvement qui a fait parler de lui depuis les attentats de Bali, le 12 octobre dernier : la Jemaah Islamiyah, mouvement transnational, essentiellement composé d'individus venant de Malaisie et d'Indonésie, utilisant au mieux les frontières poreuses des pays d'Asie du Sud-Est. Ce mouvement est dirigé par un certain Hambali - de son vrai nom Nurjaman Riduan Isamuddin - cerveau des attentats de Bali, qui fut activement recherché par toutes les polices du monde avant d'être arrêté en août 2003. Détenu par les Américains dans une île de l'océan Indien, il n'a toujours pas été interrogé ni remis aux autorités indonésiennes malgré les demandes réitérées de Jakarta. Hambali était chargé de coordonner les activités de la Jemaah Islamiyah avec les islamistes de Thaïlande et du MILF philippin, au sein d'une alliance appelée Rabatitul Mudjahiddin. Il aurait été cependant remplacé, en octobre 2002, dans ses fonctions, par un dénommée Muklas (arrêté depuis) et qui n'est autre que le frère d'un des responsables de l'attentat de Bali, Amrozi, lui-même arrêté et détenu aujourd'hui par la police indonésienne.

Le but de la Jemaah Islamiyah, comme celui du KMM, est la création d'un Etat islamique du Sud-Est asiatique. Ces deux mouvements fonctionnent en symbiose et les liens entre eux sont étroits. La Jemaah Islamiyah est implantée dans tous les pays de la région. C'est l'organisation qui est, de loin, la plus dangereuse et la plus structurée<sup>1</sup>, à même d'être le véritable relais d'Al-Qaeda dans la zone.

Nous ne n'aborderons pas les autres petits groupuscules islamistes fort actifs en Malaisie. Tous sont plus ou moins clandestins et ne s'occupent pas que de prédication (l'Angkatan Belia Islam Malaysia, le Jamaat Tabligh, l'armée d'Allah sur terre, etc.). Le danger qu'ils représentent demeure, pour l'instant, mineur.

## L'Indonésie

L'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde, sans être - et il faut le souligner - un Etat islamique. Il compte 210 millions d'habitants dont presque 90% embrassent l'Islam, un Islam fort singulier et différent de celui pratiqué dans les pays du Moyen-Orient. Depuis la chute de Suharto en 1998, un certain nombre de mouvements se réclamant d'un islam radical ont vu le jour. Plutôt brimés sous le régime de l'Ordre nouveau suhartien, ils ont profité du processus de démocratisation entamé dans le pays pour avancer au grand jour et développer leurs thèses. Ainsi, a-t-on pu voir fleurir un très grand nombre de mouvements. Parmi eux, trois doivent retenir plus particulièrement notre attention.

Le premier est le Front des défenseurs de l'Islam ou FPI, (Front Pembela Islam). Créé en 1998, il est dirigé par un indonésien d'origine arabe qui a étudié en Arabie Saoudite, Habib Rizieq (arrêté pour dégradation et saccage de commerce). Le FPI est présent quasiment dans tout l'archipel indonésien. C'est un mouvement très actif, doté d'une branche para-militaire (Laskar Pembela Islam), connu pour ses raids dans les rues de Jakarta

<sup>1</sup> Divisée en quatre *Mantiqi* (territoire), chacun d'eux divisé en *Wakalah* (branche) et dirigé par un chef local (*qoaid wakalah*) ; le *Wakalah* se subdivise en cellules (*fiah*), chaque *fiah* étant responsable de la collecte de fonds, du travail de prédication, de la sécurité et des opérations locales. Le réseau global rendant compte à un conseil de commandement régional (*syura*), basé en Malaisie, dont le dernier chef connu était Hambali.

et de certaines grandes villes de Java contre les bars, les discothèques, les lieux de prostitution et de jeux d'argent.

Les idées qu'il défend sont la pureté de l'islam, la lutte contre le vice et la mise en place d'un Etat islamique en Indonésie. Toutefois, derrière les slogans de ce groupuscule, on découvre d'autres motivations moins "pures". Le FPI cherche en fait à extorquer de l'argent aux propriétaires des lieux auxquels il s'attaque ; en cela, il se substitue à certaines branches de l'Armée et de la Police qui régnaient jusqu'à présent sur ces activités "lucratives". L'autodissolution du FPI, peu de temps après les attentats de Bali, ainsi que la demande du Chef des armées indonésiennes de mettre fin à tous les groupements para-militaires, n'est d'ailleurs pas totalement étrangère à cet état de "concurrence".

Le second est le KAMMI, l'Union des étudiants musulmans indonésiens, créée au début de l'année 98. Très proche des Frères musulmans, il conduit son action sur la plupart des campus indonésiens. Dirigé par Fitra Asril, le KAMMI compte près de 50 000 membres. Sans mener d'actions violentes, ce mouvement diffuse des idées islamistes radicales dans l'archipel. Très réactif, il peut lancer une manifestation rassemblant près d'un millier de personnes dès qu'un événement se présente. Par ailleurs, il bénéficie de relais bienveillants dans le monde politique, avec notamment le Parti de la Justice (Partai Keadilan, aujourd'hui PK-Sejahtera) et la personne d'Amien Rais, ancien Président de l'assemblée législative du peuple indonésien et chef de file du Parti du Mandat National (Partai Amanat Nasional), ou encore celle d'Hamzah Haz, ancien vice-Président.

Le troisième est le Laskar Jihad, mouvement salafiste qui s'est illustré de manière sanglante aux Moluques, contre des Chrétiens, entre 2000 et 2002. Dirigé par Jaffar Umar Thalib - lui aussi d'origine arabe et ancien d'Afghanistan - ce groupement a été en mesure d'envoyer dans l'archipel aux épices près de 6 000 combattants, non sans la complaisance d'une frange de l'armée et la passivité ou plutôt l'impotence du gouvernement d'alors. Il en est résulté un massacre dont les chiffres varient entre 8 000 et 11 000 morts. Si le Laskar Jihad a pu jouir d'une impunité des autorités et de la sympathie d'une part de la population, c'est essentiellement à cause de la rhétorique nationaliste qu'il utilisait : son action était une cause "nationale", il luttait contre un mouvement sécessionniste moluquois d'inspiration chrétienne, mais non soutenu par le clergé, le FKM/RMS (Front Kedaulatan Maluku/Republik Maluku Selatan), ainsi que le Laskar Kristus.

Le Laskar Jihad a des liens avec le KMM malaisien et semble être en rapport avec les réseaux transnationaux islamistes. Le but du Laskar Jihad est l'instauration de la sharia et la création d'un Etat islamique en Indonésie. C'est le plus structuré et le plus violent des mouvements islamistes indonésiens. Moins d'une semaine après les attentats de Bali et de Manado, le Laskar Jihad se sabordait. La raison officielle invoquée par son chef, est la "sécurité retrouvée des musulmans moluquois". La crainte de subir les foudres d'une action gouvernementale et le désir d'adopter un profil bas après les attentats de Bali et Manado, ne sont pas bien sûr étrangers à ce choix. Cependant, dissous ou non, les combattants du Laskar Jihad demeurent.

## Singapour

Bien que n'ayant pas de mouvements islamistes locaux, l'île-Etat a toutefois servi de plate-forme de commandement à la Jemaah Islamiyah pour ses attentats en Indonésie et ailleurs, entre l'année 2000 et aujourd'hui. Au dernier trimestre 2001, étaient arrêtés à Singapour plus d'une dizaine de militants islamistes qui devaient participer à une série d'attentats prévus pour le 4 décembre 2001, tant à Singapour, qu'en Malaisie et en Indonésie (contre des intérêts américains, israéliens et britanniques, mais aussi indonésiens, malaisiens et philippins).

Cette opération, qui portait le nom de Djibril (l'ange Gabriel en arabe), comprenait trois équipes (Djibril 1, 2 et 3) qui devaient opérer séparément dans les pays concernés. Un

---

<sup>1</sup> Il est avéré que le LJ a bénéficié de soutiens de la part d'une frange de l'armée et de la bienveillance de certains acteurs politiques de premier plan (non à des fins "islamistes" mais purement pour des raisons de politique intérieure et financière).

indonésien, spécialiste des explosifs, Fathur Rohman al Khozi, était arrêté le 15 janvier 2002, peu de temps après l'arrivée des soldats américains aux Philippines. Il est établi aujourd'hui qu'il faisait non seulement partie du groupe Jibril mais aussi qu'il faisait le lien entre la Jemaah Islayiah et le MILF philippin. A l'occasion de ces arrestations, les autorités de Singapour ont découvert qu'elles n'étaient pas épargnées par la vague islamiste régionale.

\*

La menace islamiste n'est pas le seul mal dont souffrent la plupart de ces pays, et elle ne constitue en rien la caractéristique des pays d'Asie du Sud-Est. De plus, l'islam majoritaire en ces pays n'est pas l'islam radical. Il convient de souligner également que dans tous les pays évoqués, les mouvements – même les plus violents – bénéficient souvent de complicité " objectives " en provenance des forces armées et de sécurité, comme de certains hommes politiques démocrates non islamistes, voire non musulmans.

Il y a cependant une réelle menace transnationale. Pour y faire face, il y a donc une politique de coopération régionale à mettre en place, par exemple dans le cadre du Forum Régional de l'ASEAN. L'amiral américain Denis Blair soulignait d'ailleurs à juste titre, en janvier 2002, que dans la guerre contre le terrorisme, le défi était " au-delà des ressources et de l'autorité d'un seul pays et de ses forces armées ".

Les attentats de Bali vont peut-être servir à développer ce travail en commun des forces de sécurité des pays concernés. Souhaitons, non seulement pour la sécurité régionale mais internationale, qu'il aboutisse.

**Philippe Raggi**

## LES NOUVEAUX RISQUES D'ATTENTATS

Michel Nesterenko et Eric Denécé

En raison du phénomène durable que représente le nouveau terrorisme islamique salafiste, tous les services de sécurité occidentaux essaient d'anticiper les prochaines actions des réseaux de la terreur. Aucun exercice n'est plus périlleux. Toutefois, les considérables renseignements obtenus sur les objectifs, les plans et les méthodes de l'organisation créée par Ben Laden permettent d'identifier quelques cibles privilégiées et d'en écarter d'autres.

### La logique terroriste

Depuis septembre 2001, le nombre d'actes terroristes dans le monde a été multiplié par 10 par rapport aux décennies précédentes. La menace que le terrorisme fait planer sur nos sociétés est imprévisible, créant ainsi un sentiment d'insécurité permanent tant pour les gouvernements que pour les opinions publiques. De plus, le nouveau terrorisme islamique se caractérise par un accroissement phénoménal de la violence : à l'occasion de la première tentative d'attentat contre le World Trade Center, en 1993, l'ambition des auteurs - révélée au moment du procès - était de provoquer la mort de dizaines de milliers de personnes en faisant tomber la première tour sur la seconde, puis toutes deux sur Wall Street. Deux ans plus tard, un projet d'attentat envisageait de faire exploser au même moment 10 avions au-dessus de l'océan Pacifique<sup>1</sup>. Puis vint le 11 septembre 2001. Par leur horreur et leur ampleur, les attentats de New York et de Washington ont inauguré l'ère de l'hyperterrorisme. D'autres attentats aussi spectaculaires sont à craindre. Ils viseront les centres névralgiques du monde occidental. Ayman Al-Zawahiri, fondateur du Djihad islamique égyptien et véritable cerveau d'Al-Qaeda, a défini six catégories de cibles pour les actions de son organisation : « *L'Organisation des Nations Unies ; les gouvernements des pays musulmans alliés de l'Occident ; les multinationales ; les systèmes de communication et d'échanges de données internationaux ; les agences de presse et les télévisions par satellite ; les organisations humanitaires internationales qui servent de couverture pour l'espionnage, le prosélytisme, la préparation de coups d'Etat et le trafic d'armes* »<sup>2</sup>.

Nous devons donc nous attendre à de nouveaux attentats. Or, Al-Qaeda a déjà placé la barre très haut. Que peut faire désormais la nébuleuse terroriste afin de frapper encore plus fort ? A quelles cibles envisage-t-elle de s'en prendre ? Les hypothèses, les idées et les exécutants ne manquent pas. Les documents recueillis confirment les hypothèses d'attentats nucléaire, bactériologique et chimique (NBC), ainsi que l'utilisation du cyanure et l'expérimentation d'autres gaz mortels (ricine). On évoque également la destruction d'avions de ligne à l'aide de missiles antiaériens. Mais les prochaines attaques d'Al-Qaeda pourraient tout aussi bien être « virtuelles » : cyberattaques des centres de contrôle d'aéroports, de centrales nucléaires, d'usines chimiques, d'un barrage hydroélectrique pouvant provoquer l'engloutissement d'une vallée, etc. Ce sont ces hypothèses que nous allons essayer d'évaluer.

### Le risque nucléaire

<sup>1</sup> Thérèse Delpech, *Politique du Chaos. L'autre face de la mondialisation*, La république des idées, Seuil, 2002, p. 27.

<sup>2</sup> Ayman Al-Zawahiri, « Chevaliers sous la bannière du prophète ». Extraits publiés en arabe par Al-Sharq al-Awsat à Londres (2 décembre 2001). De larges extraits de la traduction anglaise sont disponibles sur [www.fas.org/irp/world/para/ayman\\_bk.html](http://www.fas.org/irp/world/para/ayman_bk.html).

En raison de la prolifération des armements nucléaires depuis l'effondrement de l'URSS, l'hypothèse qu'un attentat à la bombe atomique ait lieu n'est plus à écarter. C'est un des objectifs avoués d'Al-Qaeda, car les terroristes veulent faire un nombre maximum de victimes. N'oublions pas qu'en août 2001, Ben Laden avait rencontré à Kaboul deux spécialistes du nucléaire pakistanais et que des documents donnant tous les détails sur la manière de fabriquer une bombe nucléaire ont été découverts dans un repaire d'Al-Qaeda en Afghanistan. Certaines sources affirment également que l'organisation djihadiste a infiltré l'appareil nucléaire pakistanais.

Convaincus de la réalité de ce danger, les Américains vivent aujourd'hui dans la psychose d'une attaque au navire suicide ou au container piégé, qui exploserait dans l'un de leurs ports, au milieu d'infrastructures économiques majeures. Chaque jour en effet, quelques 50 000 containers sont débarqués dans les ports américains. Les responsables des services de sécurité craignent par dessus tout la présence d'une charge nucléaire dissimulée dans l'un d'eux. A l'occasion des menaces terroristes lors du passage à l'an 2000, le *Counterterrorism Security Group* (CSG) américain avait appris que des membres d'Al-Qaeda s'étaient infiltrés à Boston en se dissimulant à bord d'un méthanier en provenance d'Algérie. Le CSG avait également évalué que si l'un de ces navires géants avait explosé dans le port, il aurait rayé de la carte le centre de Boston. C'est pourquoi Washington, par le biais des douanes a mis en place la Containers Security Initiative (CSI), afin d'identifier le contenu, l'expéditeur et le cheminement de tous les containers qui entrent sur leur territoire. Une tâche d'enregistrement et de suivi titanesque. Cette nouvelle norme a été imposée à tous les pays qui commercent avec les Etats-Unis. Et des douaniers américains ont été détachés dans les principaux ports d'embarquement afin de surveiller et d'inspecter les cargaisons qui partent pour les ports américains.

Toutefois, le danger ne semble pas immédiat : pour les terroristes, les difficultés sont de se procurer des composants, d'assembler une bombe, de concevoir un dispositif de mise à feu et d'introduire l'engin sur le territoire américain ou européen. En fait, seule la possession d'une arme de guerre permettrait un attentat. Or, bien que l'on parle beaucoup de prolifération, peu d'engins nucléaires militaires semblent avoir disparu. En réalité, la menace la plus plausible est celle d'une « bombe sale », composée d'éléments radioactifs récupérés en divers endroits (hôpitaux, sites industriels) et agrégés autour d'une charge explosive. Son efficacité létale ne serait pas supérieure aux explosifs classiques et les radiations seraient très limitées.

Si la probabilité d'un tel attentat reste mince, on ne rend toutefois pas le travail suffisamment difficile aux terroristes. Pour prévenir ce type d'action, il est impératif de sécuriser les stocks de matières fissiles dans le monde, de procéder au démantèlement accéléré des armes nucléaires tactiques et de renforcer les régimes de non-prolifération nucléaire. Les possibilités d'approvisionnement seront ainsi très difficiles pour Al-Qaeda.

### *La vulnérabilité des centrales nucléaires*

Lors des détournements du 11 septembre 2001, le quatrième avion se dirigeait peut-être vers la centrale nucléaire de Three Miles Island, rendue célèbre par les événements de mars 1979. D'où une certaine psychose qui s'est emparée de la presse et de l'opinion publique quant à l'hypothèse d'un acte terroriste visant une centrale nucléaire et les conséquences qui en résulterait. La réalité est quelque peu différente.

La destruction d'un réacteur nucléaire par un avion de ligne est une chose très complexe à réaliser, à la fois en raison de la configuration d'une centrale et de la faible maniabilité d'un gros porteur à basse altitude. Le bâtiment abritant le réacteur - seule partie vraiment sensible de la centrale - est de petite taille, haut de 40 m et couvert d'un dôme ; le réacteur lui-même n'excède pas 5 à 10 m de haut, c'est-à-dire qu'il est séparé du dôme sommital par plus de 30 m de vide. L'ensemble est situé dans le prolongement d'un long

---

<sup>1</sup> Richard Clarke, *Contre tous les ennemis. Au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Albin Michel, Paris, 2004, p. 34-35.

bâtiment qui abrite la salle des machines, lui-même haut de 30 m. Le bâtiment du réacteur ne se distingue donc pas facilement des autres constructions. De plus, il est situé en arrière des tours (aéroréfrigérants) de la centrale qui s'élèvent à 120 m. Il ne peut donc être considéré comme une cible facile pour un avion de ligne.

En effet, un dôme dépassant de 10 m au bout d'un long bâtiment est une cible difficile pour un 747. L'avion, s'il parvenait à s'aligner sur le bâtiment des machines, pourrait même rebondir sur la surface convexe du dôme. Le pilote devrait au préalable assurer une navigation délicate pour parvenir sur la cible : il lui faudrait repérer ce petit bâtiment au milieu de constructions de taille similaire ou très supérieure, évoluer à très basse altitude - avec tous les risques de décrochage que cela entraîne - éviter les aéroréfrigérants, négocier un angle d'approche particulier pour rechercher l'impact le plus bas possible<sup>1</sup>, etc. Par ailleurs, le bâtiment abritant le réacteur est durci (plusieurs mètres de béton) afin de résister au crash d'un avion de tourisme ou à un tir de missile. Seul le réacteur est sensible ; un impact sur les tours ou la salle des machines n'aurait aucun effet. On voit que les conditions de réussite d'une telle opération sont extrêmement aléatoires.

Bien sûr, il demeure l'hypothèse de la pénétration d'une équipe terroriste à l'intérieur même d'une centrale, afin de placer des charges contre le réacteur. Mais elle est peu plausible en raison des mesures de sécurité existantes, encore renforcées depuis l'émergence de la menace terroriste.

## Risques biologiques

En raison de leur toxicité extrême et de leur capacité à se répandre au sein des populations humaines par phénomène de contamination (épidémies), les armes biologiques ou bactériologiques peuvent être considérées comme des armes de destruction massive. Certes, leur effet est indirect et non aussi immédiat qu'une frappe nucléaire, mais il est bien réel. Les spécialistes s'inquiètent particulièrement des risques de bioterrorisme en milieu urbain, car la concentration des populations - donc la vitesse de propagation des épidémies - pourrait y faire des ravages.

Depuis les années 1990, les terroristes islamiques tentent d'acquérir et de maîtriser les produits et techniques nécessaires à une attaque contre des réseaux d'eau potable publics. A travers ce type d'action, le but n'est pas nécessairement de faire de nombreuses victimes. La seule menace d'une hécatombe peut suffire à obtenir le même effet psychologique que l'acte lui-même.

## Risques chimiques

La menace chimique est en revanche une réalité très concrète, d'autant qu'en novembre 2002, un islamiste algérien, Rabah Kadri, a été interpellé à Londres où il venait prendre la tête des réseaux Al-Qaeda au Royaume-Uni. Les policiers ont saisi sur lui des documents laissant penser qu'il préparait à un attentat chimique dans le métro de Londres. D'autres informations concernant ce mode d'action ont également été découvertes au Pakistan, sur le disque dur d'un ordinateur d'Al-Qaeda<sup>2</sup>. On sait depuis fin 2001 qu'Al-Qaeda a formé des « spécialistes » et a réalisé, dans ses camps d'Afghanistan, des expériences sur des animaux pour tester l'effet de substances comme le cyanure de potassium ou la ricine. Les services de renseignement américains ont découvert en 2002 que des expériences similaires avaient eu lieu dans les camps d'Al-Ansar, en Irak, et que des produits chimiques (ricine, toxine botulique) y auraient été fabriqués et expédiés en Europe, sur les ordres de Moussab Al-Zarkawi.

Il est plus facile pour les terroristes de se procurer des substances chimiques que nucléaires ou bactériologiques. Pour cela, la voie la plus facile est le détournement de

<sup>1</sup> Un avion de ligne peut difficilement attaquer « en piqué ».

<sup>2</sup> Les "attentats" à l'anthrax n'ont fait qu'une demi-douzaine de morts aux Etats-Unis.

<sup>3</sup> Ce programme serait baptisé Al-Wabadi (Lait caillé).

produits chimiques dangereux, comme le chlore et le phosgène, qui sont utilisés dans l'industrie, ou bien le vol d'agents toxiques dans des infrastructures militaires. Il est aussi possible d'élaborer des armes chimiques à partir de produits librement accessibles. C'est le cas du sarin, un gaz neurotoxique mis au point par les Allemands en 1935. Sa formule largement connue, est disponible sur Internet et il n'est pas si compliqué de se procurer les composants nécessaires à sa fabrication, la secte Aum Shinrikyo l'a démontré. Les attentats perpétrés par la secte japonaise à Matsumoto et dans le métro de Tokyo, en 1995, ont fait 7 morts et 270 blessés dans le premier cas et 12 morts et 5 500 blessés dans le second. Les Britanniques ont été en conséquence les premiers à réaliser un exercice dans le métro de Londres (septembre 2003). La France a suivi avec l'exercice *Piratox* dans le métro parisien (octobre 2003).

L'hypothèse d'un attentat chimique ne peut donc être mise en doute. « Dans un espace confiné, on peut s'attendre à des résultats dévastateurs. Dans le métro, la concentration des voyageurs, les volumes restreints, espaces confinés et le système de ventilation offrent une conjonction favorable à l'emploi d'agents chimiques. Mais un groupe terroriste pourrait aussi frapper au cœur d'un centre commercial, d'un cinéma ou tout autre lieu public ». Toutefois leurs conditions d'emploi demeurent soumises à de nombreux aléas qui peuvent altérer leur efficacité (aération, disposition des lieux, etc.). Surtout, leur potentiel de destruction est infiniment moins important que des explosifs classiques. Leur atout pour les terroristes réside dans la psychose qui accompagne leur utilisation. Souvent assimilées aux armes nucléaires et bactériologiques, les armes chimiques ne sont pas des armes de destruction massives.

## Le cyberterrorisme

Al-Qaeda, malgré son interprétation rétrograde et archaïque de l'islam, a su tirer profit de la technologie du XXI<sup>e</sup> siècle, plus que tout autre organisation criminelle. Pour les nouveaux djihadistes, l'exploitation des immenses opportunités de l'univers virtuel offre de multiples possibilités d'action.

En effet, une attaque cybernétique peut créer plus de dommage qu'un attentat à l'explosif ou qu'un raid aérien. On distingue généralement plusieurs types d'attaques possibles :

- l'attaque physique consiste à endommager équipements et infrastructures de manière classique ;
- l'attaque syntaxique consiste à modifier la logique du système afin d'y introduire des délais ou d'en rendre le comportement imprévisible (cf. virus Cheval de Troie) ;
- l'attaque sémantique exploite la confiance qu'ont les utilisateurs dans leur système et modifie les informations entrant ou sortant à leur insu.

Le cyberspace peut être considéré comme une quatrième dimension. C'est un univers virtuel dans lequel les opérations offensives et défensives se réalisent à la vitesse de la lumière, mais dont les effets physiques dans les trois autres dimensions sont bien réels. L'entrée de nos sociétés dans la cette nouvelle dimension pose des défis de sécurité majeurs. Les réseaux administratifs et industriels sont généralement fort mal protégés et risquent donc d'être impactés par un conflit dans le cyberspace.

La stratégie de protection doit être complètement repensée pour tenir compte de ce nouvel univers. Les forces de sécurité doivent contrôler tous les "espaces" dans lesquels les terroristes sont susceptibles de frapper. Ce ne sont pas seulement les réseaux militaires qui sont visés mais surtout toute l'infrastructure économique d'un pays. Il ne faut pas oublier que des bombes informatiques à retardement peuvent être déposées dans n'importe quel système où elles resteront invisibles jusqu'à leur auto déclenchement dans le temps.

L'eau pourrait être utilisée comme une arme pour occasionner des dommages très importants à l'agriculture ou à l'environnement. L'analyse des vulnérabilités doit anticiper les modes d'attaques combinant plusieurs dimensions. Par exemple, l'utilisation d'explosifs combinée à une attaque simultanée contre le réseau informatique de contrôle pour ouvrir des

---

· Christian Sommade, interview, *Le Figaro*, 22 octobre 2003, p. 10.

vannes pourrait avoir lieu. Ce n'est pas une vue de l'esprit : les services de renseignement américains ont trouvé des photos d'un barrage ressemblant au *Grand Coulee* dans les ruines d'une maison d'Al-Qaeda en Afghanistan. Les Etats-Unis ont 78 000 barrages dont 58% sont des propriétés privées. Parmi ceux-ci, 10 000 représentent un risque pour la population en cas d'attentat.

Par ailleurs, fin 2001, les agents du FBI de San Francisco ont enregistré les intrusions de hackers, travaillant à partir du Moyen-Orient, dans les systèmes informatiques du service téléphonique des Urgences, le système de contrôle de distribution d'électricité et les systèmes de contrôle de centrales nucléaires. En août 2002, pendant une conférence à Washington, le FBI a révélé que le réseau d'Al-Qaeda a étudié les systèmes informatiques d'adduction d'eau, de distribution de gaz et de pétrole conformément aux menaces proférées par Ben Laden lors d'une interview au journal Pakistanais *Ausaf* en novembre 2001.

Puis, le 21 octobre 2002, les serveurs BNS des Etats-Unis sont restés bloqués pendant 3 heures. Ce sont les 13 plus grands serveurs mondiaux d'internet. Ils ont été victimes d'une attaque par déni de service. A part les personnels opérant sur ces serveurs, le secret a été bien gardé et les internautes ne se sont aperçus de rien. On ignore encore qui est derrière cette agression caractérisée : Al-Qaeda ou une communauté de hackers ?

## La vulnérabilité des systèmes électriques

Les réseaux électriques sont extrêmement vulnérables à une attaque cybernétique. La plupart des systèmes de contrôle ont été créés dans les années 1960 et leur conception n'a pas intégré les concepts de sécurité. Au départ ces systèmes étaient prévus pour fonctionner en circuit fermé et autonome. Mais au cours des années, des interconnexions ont été ajoutées, pour finalement inclure, dans leur noyau même, des connexions Internet permettant le contrôle à distance. Les responsables industriels ont montré une certaine résistance à vouloir durcir leurs systèmes de contrôle contre des attaques. Aux Etats-Unis, en particulier, le réseau électrique est régulé par le système SCADA. Pour le moment, il n'existe pas de sécurisation efficace pour un tel système.

L'architecture naturelle d'un réseau d'infrastructure critique comporte une multitude d'interconnexions et d'interdépendances. La propagation de l'informatique et la tendance vers l'automatisme du contrôle ont accru les interdépendances historiques. L'étude de James Peerenboom du Laboratoire national Argonne, répertorie trois types de pannes : en cascade, en escalier, et communes. Pour montrer l'utilité d'une analyse multidisciplinaire il offre un exemple simplifié dans l'infrastructure de l'électricité et du gaz naturel : *"Une panne en cascade est initiée par une rupture des communications du réseau micro-ondes utilisé pour le système de contrôle SCADA. Le manque de capacité de surveillance et de contrôle entraîne la mise en attente d'une grande unité de génération, ce qui, à son tour, produit une chute de tension dans une station de distribution. Cette perte entraîne des coupures de courant dans la région desservie. Ces coupures affectent les feux de circulation, qui à leur tour accroissent le temps de déplacement pour pouvoir effectuer les réparations (en escalier)".*

En juin 2002, un exercice régional, rassemblant plus de 70 organisations privées et publiques, a eu lieu près de Seattle. Les simulations se fondaient sur un scénario d'attaque dans l'Etat de Washington. Les coupures d'électricité se sont rapidement propagées à d'autres Etats limitrophes. Il y a eu des interruptions dans les réseaux de télécommunications et de distribution du gaz, ainsi qu'une menace sur un réseau d'adduction d'eau municipal et sur l'activité des ports. Les participants ont réalisé que les interdépendances remettaient en question l'efficacité des plans d'urgence qui n'avaient pas intégré la très grande dépendance à l'alimentation électrique des systèmes informatiques et des systèmes de secours au cas où ceux-ci seraient eux-mêmes en panne. Les participants ont eu des difficultés à envisager la remise en fonctionnement dans le cas où les communications téléphoniques et Internet seraient interrompues. La plupart des organisations n'avaient pas de plan pour contourner cette difficulté. La coordination et les communications transfrontalières ont ajouté une nouvelle dimension au problème.

Les incidents électriques survenus en 2003 aux Etats-Unis, au Canada et en Italie, illustrent l'effet désastreux que cela a sur le fonctionnement d'un pays. Que se passerait-il si,

en même temps qu'un attentat du type 11 septembre, Al-Qaeda organisait un sabotage de cette nature ? Tous les services de secours, les hôpitaux, la circulation... seraient bloqués, ce qui démultiplierait l'effet dévastateur de l'attentat. Les cyberterroristes n'ont pas encore lancé d'offensive majeure, mais un grand nombre de reconnaissances préalables ont déjà été enregistrées.

\*

La poursuite des attentats terroristes, plus qu'une hypothèse, est aujourd'hui une certitude. Les pays occidentaux sont tous menacés, à un degré ou à un autre, d'autant que les nouveaux adeptes du djihad maîtrisent parfaitement les technologies modernes, qu'il s'agisse de communiquer secrètement, de transférer des fonds ou d'attaquer les systèmes de contrôle adverses.

Les terroristes ont pour le moment centré leurs opérations sur les zones périphériques que représentent les « territoires de djihad » où ils poursuivent prioritairement des objectifs locaux et où ils peuvent s'en prendre, à moindre frais, aux intérêts occidentaux. Ces zones périphériques sont l'Irak, la péninsule arabique, la région afghano-pakistanaise et l'Asie du Sud-Est. Ainsi, l'économie occidentale restera l'objectif privilégié de la stratégie terroriste, notamment les secteurs du tourisme et du pétrole. Au Moyen-Orient, les organisations humanitaires et les agences de l'ONU doivent être considérées comme des objectifs potentiels d'actions terroristes.

Le risque de voir la technique des attentats suicides individuels (opérations martyres) importés du Proche-Orient en Europe et aux Etats-Unis est réel ; de tels attentats sont faciles à préparer et les djihadistes isolés qui pourraient les perpétrer, extrêmement difficiles à détecter. Il ne peut y avoir de parade réellement efficace contre le développement des actions suicides ; les services de sécurité israéliens, pourtant parmi les meilleurs de la planète, en savent quelque chose. En particulier, il ne faut pas écarter la possibilité d'actions visant des infrastructures industrielles ou de transport (crash sur une raffinerie, une usine chimique, un échangeur routier un jour d'affluence, une gare, etc.).

Il est difficile d'évaluer avec précision le risque d'attentats terroristes nucléaires et bactériologiques. Si les obstacles techniques à la réalisation de telles opérations ne sont pas insurmontables, les difficultés pratiques en reculent l'occurrence. La menace chimique est en revanche plus réelle. Les terroristes ont envisagé ce mode d'action et s'y sont préparés. Mais le plus préoccupant est que les nouveaux adeptes du djihad maîtrisent parfaitement les technologies modernes et ont déjà planifié des cyberattaques aux effets dévastateurs. Il faut plutôt se demander "quand" aura lieu le prochain attentat de cette nature et non s'il adviendra. Le FBI est convaincu que Ben Laden et son entourage préparent un second « 11 septembre » sur le sol américain. Les terroristes rêvent d'une action encore plus spectaculaire et meurtrière qui laissera aux Etats-Unis une cicatrice indélébile.

**Michel Nesterenko et Eric Denécé**